NATIONAL Hebdo

ISSN 076-8972 - M 2311 - France : 17 FF - N 368 - Semaine du 8 au 14 août 1991

PAGES 8 et 9

Une "intox" pour justifier l'immigration

LE PEN dénonce LE MENSONGE DE L'INSEE

Pages 12-13

MARSEILLE : LA GUERRE DES CLINIQUES

M 2311 - 368 - 17,00 F

Belgique 110 F · Suisse 4,50 FS · Grece 480 Dr · USA $ 3.75 · Italie 4 100 Lires · Espagne 358 Pts · Canada $ 4.50

ROLAND GAUCHER

Edito

CALAMITY-CRESSON VA-T-ELLE SORTIR SON 49-3 ?

Edith, après ses sorties virulentes contre les « homos » anglo-saxons et les fourmis japonaises, on s'attendait à la voir persévérer dans son style Madame Angot.

Après une prise de bec au Parlement avec **Juppé**, on l'aurait très bien imaginée, priant l'honorable lieutenant de **Chirac**, d'aller se faire voir chez les Grecs. Ce qui aurait fait plaisir à la fois à l'oppositon et aux Hellènes. Ou encore refusant tous crédits aux Bulgares, ces « bougres ».

On attendait d'elle des propos bien sentisaprès l'ouverture du marché européen aux fabricants d'automobiles nippons, décrétée par la CEE. Non, c'est **Calvet**, le patron de Peugeot, qui a tiré la sonnette d'alarme. Immédiatement tancé par **Strauss-Kahn**, un ministre de Mme Cresson.

Laquelle s'est barricadée dans le silence. C'est—nous dit-on— qu'elle travaille. Elle réunit ses ministres par petites groupes. Et, paraît-il, ça bosse ferme.

Bon. Mais pour faire quoi ? *Le Quoditien de Paris* (n° du lundi 5 août) pourrait bien avoir levé un coin de voile. Se plaçant dans la foulée des propos ambigus tenus par **Tonton**, le 14 juillet, sur des projets de réforme électorale pour les prochaines régionales et cantonales, Madame le Premier ministre et ses acolytes seraient en train de mijoter pour la rentrée parlementaire un plat à leur façon. Conçu pour permettre aux socialistes de faire recette aux élections. Ou tout du moins de ne pas faire trop mauvaise figure.

La difficulté pour les rats de **La Fontaine**, c'était d'attacher le grelot à la queue du chat. La difficulté pour la bande à Edith ce n'est pas d'élaborer un tripatouillage électoral, — c'est à la portée du premier **Mauroy** venu — c'est de le faire avaler à l'Assemblée.

Il n'y a pas, chez les députés, de majorité pour cette réforme qui comporterait, croit-on, un scrutin majoritaire à deux tours. Les communistes sont contre, résolument. Ils ont déjà des gueules de cadavres électoraux, ils ne veulent pas se retrouver tous à la morgue.

Selon *Le Quotidien de Paris*, les grosses têtes pensantes socialistes auraient trouvé la solution. Il suffirait que Cresson-Dalton sorte son 49-3 et le braque sur l'Assemblée en invitant ses membres à sortir leur censure.

— Allez-y, chers camarades communistes, votez-la cette censure en compagnie de la Droite que vous affirmez combattre ! Et, vous, centristes flageolants, barristes en peau de lapin, votez-la cette censure ! Et si elle passe, d'accord, d'accord, le gouvernement est renversé. Mais vous, vous êtes **dissous**.

Et c'est vrai que le 49-3, comme en d'autres circonstances, peut être ici une arme redoutable.

Elle servirait à faire passer une magouille électorale. Elle constituerait un véritable vol des suffrages.

Et après ? Quand on compte dans ses rangs les voleurs d'Urba, quand on conserve un **Nallet** à la Justice, un **Joxe** à la Défense nationale, un **Charasse** aux Finances, pourquoi se gênerait-on ? Puisque les contribuables ont été volés, il est logique que les électeurs le soient à leur tour.

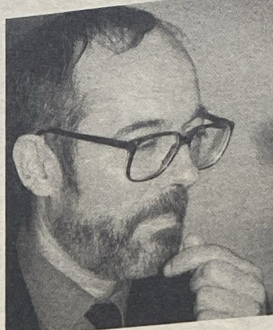
Ce n'est pas la pauvre opposition parlementaire qui peut déranger ces calculs.

C'est la Rue.

Octobre, dit-on, sera chaud.

R.G.

MINISTRE CONTRE PRÉFET



Marchand : l'homme des coups bas

Il est marxiste, barbu, incompétent et ministre de l'Intérieur. Il s'appelle Marchand. Il sévit sous la Ripoublique de Mitterrand. Dans son entreprise de démolition du Front National, il pratique volontiers la politique des coups bas.

Exemple : le préfet du Var a dernièrement conseillé à l'association locale du "Manifeste contre le Front National" — association qui a un millier de parrains allant de **Marchais** à **Soisson** — de revoir sa copie jugée "excessivement polémique" si elle voulait qu'il accepte de voir ses statuts déposés à la préfecture.

Christophe Cambadélis, député PS de Paris, qui a lancé le mouvement en juin 1990, a aussitôt décidé d'en appeler à son copain Marchand. Et Marchand n'a fait ni une ni deux, il a désavoué son préfet, **Henri Hugues**, en ces termes : « La déclaration de cette association paraîtra au *Journal Officiel* dans les mêmes termes que ceux employés par ses auteurs ».

Le préfet Hugues n'avait pourtant fait qu'appliquer la loi en se référant à la jurisprudence du tribunal de Paris qui l'autorise, d'après un jugement du 9 juin 1987, à ne pas publier « des textes manifestement diffamatoires, outrageants ou excessivement polémiques ».

Mais la loi, Marchand n'en a visiblement cure...

MARIE-FRANCE ET LES "TAGGERS"

Bonne question écrite de Marie-France Stirbois à paraître au *Journal Officiel*.

Elle y exprime sa stupeur d'avoir assisté au journal de midi à *TF1*, à dix minutes de reportage consacrées aux exploits d'un jeune "tagger". On le voit opérer dans le métro avec ses "potes", puis dans ses ateliers, puis voler un panneau publicitaire à l'arrière d'un autobus, afin d'y substituer ses graffitis excrémentiels.

Rappelant que depuis le 1er août le tarif des transports a augmenté de 5,5 % dans l'Ile-de-France, Marie-France demande si une partie de cette augmentation sera affectée aux équipes de la RATP chargées d'effacer ces gribouillis et si **Marchand**, ministre de l'Intérieur, a l'intention de poursuivre les auteurs de ces déprédations et leurs complices de la TV.

On lira la réponse avec intérêt. Mais quand elle paraîtra au *J.O.*, est-ce que les socialistes seront toujours au pouvoir ?



Les questions gênantes de Marie-France

COMMUNIQUÉ

En raison des fêtes du 15 août, notre prochain numéro, le 369, paraîtra exceptionnellement le mercredi 14 août.

Pas étonnant que les harkis se révoltent ! Ils avaient, pour cela, de multiples raisons accumulées.
Devant les événements actuels, les langues se délient et les documents sortent des placards. Notamment un rapport de 22 pages de la très sérieuse Inspection générale de l'administration (IGA), daté de 1986, sur l'activité de l'Office national à l'action sociale éducative et culturelle (Onasec) qui était censé répartir les crédits et subventions destinés aux rapatriés de toutes confessions, donc aussi aux harkis.



LES HARKIS SPOLIÉS AU BÉNÉFICE D'HARLEM DÉSIR

■ Que dit ce rapport ? Que trois milliards de francs ont été dilapidés en stages bidons d'évaluation de niveau effectués dans les municipalités socialistes et facturés au prix fort.

Mais qui était le patron de l'Onasec ? Rien moins que le ministre des Rapatriés de 1981 à 1986, **Raymond Courrière**, qui cumulait son poste avec celui de président du Conseil général de l'Aude. Ce qui explique que l'Onasec ait eu son siège dans l'Aude et plus précisément à Narbonne. En frais de voyage Paris-Province, il en a coûté dans les 40 000 francs par an et par fonctionnaire.

D'autres fonds détournés ?

Courrière ne se privait pas non plus de faire imprimer aux frais de l'Onasec des dépliants tout à sa gloire. Et puis, l'Onasec finançait aussi SOS-Racisme. C'est certainement ce qui révolte le plus les harkis, qui sont des Français par le sang versé et qui refusent d'être considérés comme des beurs. « Si ça continue dans ce sens, précisent-ils, nous irons demander l'asile politique dans un autre pays ». Révélateur.

Dans ses conclusions, le rapport de l'IGA note entre autres : « Certes, les conditions du fonctionnement ont suscité de nombreuses critiques, qu'il s'agisse de la gestion du personnel ou de l'emploi des différents moyens qui sont mis à la disposition de cet office ; à partir des observations qui ont été relevées à cet égard, on peut se demander si, au-delà de sa mission, l'Onasec n'a pas une autre raison d'existence qui serait celle d'assurer le maintien d'une situation matérielle particulièrement avantageuse pour ses propres personnels. »

Pour Me **Gilbert Collard**, avocat de la coordination des harkis, qui ne peut être soupçonné d'avoir des sympathies à droite : ***« Les harkis aujourd'hui encore, ne peuvent pas aller en Algérie, alors que les membres de l'association Echange et Culture y sont allés sur les fonds qui étaient destinés aux harkis. Faut-il se taire parce que le rapport de l'IGA nuit à certains membres du parti socialiste ? Je n'en ai pas l'intention. Si la Cour des comptes accepte d'ouvrir une action judiciaire, on va savoir si, depuis 1986, d'autres fonds consacrés aux harkis ont été détournés et par qui »***.

Gilbert Collard, à travers la coordination, semble posséder d'autres documents. Notamment, des promesses écrites par un chargé de mission de **Charles Pasqua**.

Un coup à gauche, un coup à droite. Dans cette affaire qui ne fait que débuter, nous allons sans doute aller de surprise en surprise.

Pierre DÉMARET

TAPIE A SUIVRE

Les impératifs de l'actualité nous amènent à différer d'une semaine la suite de notre examen du cas Tapie. Mais vous retrouverez cet intéressant personnage dès le prochain numéro...

LÉGALITÉ D'ABORD



LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR MONTRE LES DENTS

Tête baissée, genoux à terre et mains liées derrière le dos, voilà un spectacle bien extraordinaire, au pays des droits de l'homme socialiste. Surtout lorsqu'il s'applique à des "jeunes" au teint basané.

En temps normal, un tel traitement, dans le rétablissement de l'ordre républicain, aurait provoqué un tollé général (qu'on se souvienne de l'expulsion des 101 Maliens).

En la circonstance, le ministre de l'Intérieur joue sur du velours : il ne s'agit que de l'interpellation de fils de harkis, à Carcassonne. Et avec les harkis, il n'est pas nécessaire de prendre de gants...

La preuve, SOS-Racisme, le MRAP, la LICRA ni même Mme Mitterrand n'ont rien trouvé à redire.

JEUDI 15 AOÛT

● Départ de la grande procession traditionnelle à 16 heures devant le parvis de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (métro : Maubert-Mutualité). Retour en fin d'après-midi pour la consécration de la France à la Vierge Marie, selon le vœu de Louis XIII.

LES "CLANDOS" DE CHEZ MICKEY

AUTOROUTE DE L'EST LUNDI 10 JUIN 7 HEURES

De bons salaires, mais pas assez de candidats courageux. Mickey doit se contenter de clandestins.

Un long convoi gris s'étire dans le petit matin. Direction Marne-la-Vallée. Dans les cars des hommes bâillent, se penchent pour contempler, derrière le grillage de la vitre, la grande plaine de Brie qui s'éveille dans le jour morne.

7 h 20. Apparaissent les premiers panneaux, l'amorce d'un pont, la bretelle d'autoroute, et là-bas, enfin, le grand chapeau de magicien qui marque l'entrée du site. Dans les cars les ordres commencent à pleuvoir ; on boucle les casques, s'assure du matériel.

Dans le vrombissement des moteurs, des dizaines de camions se déploient, ceinturant la place. Des portes claquent, une marée humaine s'avance au pas de charge.

Il est 7 h 30. 1 200 CRS investissent le chantier d'Eurodisneyland. Le gouvernement de la République vient officiellement d'envoyer la troupe pour faire la chasse aux clandestins.

Bonne idée, direz-vous, à ceci près qu'opérant une rafle à 7 h 30, par un jour pluvieux, et de surcroît un lundi, on est quasiment assuré de ne trouver personne ! Ce qui bien sûr fut le cas, puisque les 1 200 CRS ne parvinrent à coincer que quelques dizaines de Portugais.

De mauvaises langues m'ont dit qu'ils n'avaient pas non plus très bien cherché, notamment dans les gaines d'aération où des clandestins "plus menus" avaient trouvé refuge.

A croire qu'ils n'avaient pas non plus été surpris du spectacle de tous ces autobus arrivant bondés, et faisant demi-tour avant de reprendre la route à toute allure dès qu'ils avaient aperçu les cars de la police.

Des inconnus au bataillon

Mais pour les autorités l'apparence était sauve, on pouvait affirmer qu'une rafle avait eu lieu sur le site d'Eurodisneyland, lequel emploie — comme la majorité des chantiers d'Ile-de-France — **quelque 85 ou 90 % d'étrangers**. Dont une proportion non négligeable bien qu'inconnue (et pour cause !) de travailleurs clandestins.

La personne qui m'a confié cette anecdote occupe un poste de direction dans une grande entreprise de B.T.P. œuvrant sur ce chantier. Bien que déplorant — et dénonçant ! — les pratiques, douteuses au regard de la loi, qui règnent "dans le bâtiment", il explique qu'il ne peut, pratiquement, en être autrement.

Les entreprises comme la sienne se trouvent être, parce qu'elles occupent le sommet de la pyramide, juridiquement responsables des infractions au droit du travail ; mais par le jeu incontournable des sous-traitances, on arrive à cette situation absurde où, d'un côté, l'ouvrier ne sait pas qui le paye pour poser un parpaing, et, de l'autre, le patron ignore qui, au bout de la chaîne, travaille pour lui.

Impossible de trouver de la main-d'œuvre chez nous. Trop bien assistés sans doute, la plupart des chômeurs préféreraient rester chez eux... Quand, en 89 par exemple, les grandes entreprises qui venaient d'arracher le marché des Jeux Olympiques d'Albertville (mais c'est aussi le cas pour les chantiers du TGV ou Eurodisneyland) se sont mises en recherche de main-d'œuvre, elles n'ont eu d'autre recours, compte tenu de la pénurie, que de s'adresser à des agences d'intérim. Lesquelles tournent, tout le monde le sait, avec des équipes de clandestins sous-payés.

Pour venir travailler à Disneyland, explique mon informateur, « ***nous offrons, outre le salaire bien sûr, une indemnité de déplacement de 100 F par jour, et une indemnité "panier" de 44 F. Et les salaires sont loin d'être ridicules, je peux vous l'assurer. Malgré cela, les gars ne veulent pas se déplacer. C'est toujours trop loin, trop tôt. De toute façon, la véritable raison est qu'ils ne veulent pas travailler.*** »

Mais sur ces chômeurs sans réelle qualification, combien sont étrangers, ou Français de fraîche date ? Et ces chômeurs-là suffiraient-ils effectivement à combler la pénurie de main-d'œuvre ?

L'Etat, pour qui le travail au noir représente un manque à gagner estimé à 24 milliards de francs (S.S., assurance chômage et fisc) essaie — assez mollement — d'y remédier : 4 000 procès-verbaux dressés en 1990, et 20 % de dossiers classés "sans suite" par les parquets. Le motif ? Les revenus produits par le travail clandestin représenteraient 63 milliards de Francs, soit 1,1 % du P.I.B. de la France. Ce qui peu à peu nous fait ressembler à l'Italie, pays de la débrouille et de la "combinazione"...

Alors, **Madame Cresson**, avant d'affréter vos charters, il y aurait peut-être un peu de "nettoyage" à faire en amont !

Marie-Claire ROY

● **Jacques Pelletier.**

L'actuel médiateur, mis en place par **Mitterrand**, a atteint l'âge de la retraite et depuis quelques semaines les prétendants se livrent dans les couloirs de l'Elysée une méchante bataille d'influence. En tête du peloton figure actuellement l'ancien ministre Jacques Pelletier. On compte beaucoup sur lui, il est vrai, pour soutenir **Soisson** dans ses manœuvres centristes en vue des prochaines élections.

● **Jacques Delors.**

Il a depuis longtemps la grosse tête et son mal ne fait que s'aggraver. La presse annonce périodiquement qu'il est le successeur déjà désigné d'**Edith Cresson** à Matignon, mais lui sait que l'information est fausse. **Mitterrand** ne supporte plus ses rodomontades et sa suffisance.

Delors en est parfaitement informé et se laisse aller à l'occasion à des propos fort méchants sur cet homme qui, selon lui, ne sait pas apprécier ses talents.

● **Poivre d'Arvor.**

Tous les téléspectateurs ont remarqué que Patrick Poivre d'Arvor ne figurait pas cette année parmi les journalistes invités à interroger Mitterrand après le défilé du 4 Juillet. Le président de la République avait été catégorique : « Ce PPDA devait être tenu à l'écart ». Il semble bien qu'après avoir longtemps ciré les bottes présidentielles comme personne, le Poivre en question avait cru pouvoir afficher son indépendance. On cherche aujourd'hui à le ramener à sa juste place...

● **Le limogeage.**

Il fut un temps où il n'était pas recommandé pour un militaire d'être affecté à Limoges. C'était une preuve de disgrâce et le mot "limoger" est venu de là. Aujourd'hui, l'armée installe un commandement important dans la ville. Six généraux et 450 militaires de carrière vont y être nommés. Des bureaux vont être construits. Il reste à savoir si l'arrivée de tous ces soldats et de leurs familles ne va pas représenter une menace pour la municipalité socialiste.

● **Nouméa.**

Après avoir cyniquement flirté avec **Michel Rocard** et le pouvoir socialiste, le député **Jacques Lafleur** vient de renouer avec **Jacques Chirac**, ce qui provoque des éclats de rire à Nouméa. Il est vrai que Lafleur a de bonnes raisons pour rectifier sa position.

Il est bien placé pour savoir que la politique calédonienne inaugurée par le gouvernement Rocard touche à sa fin et que l'agitation risque de reprendre avant peu dans les villes et dans la brousse.

DROIT DE RÉPONSE

UN AVOCAT TRÈS SECRET

Nous avons reçu de Me Soulez-Larivière, au titre du droit de réponse, la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Dans votre numéro du 6 juin, à propos d'un dossier sur le SIDA, vous m'accusez de ne pas avoir pris la défense de l'Association des polytransfusés, au motif que j'aurais eu trop de travail ou que le président de l'ADP aurait appris, par la bouche d'un haut fonctionnaire, que je la considérais comme raciste.

Je vous indique que les règles du secret professionnel, dont la nature et l'étendue pourrons vous être facilement confirmées par votre avocat, m'interdisent de commenter les conditions dans lesquelles j'aurais accepté ou refusé un dossier ; elles m'interdisent même de confirmer ou d'infirmer que j'ai reçu une personne me demandant mon assistance.

C'est donc une mauvaise action, de votre part, que de me mettre en cause dans une situation dans laquelle il m'est impossible de vous répondre, sauf en manifestant ma désapprobation à l'égard des procédés que vous employez.

Je vous prie, Monsieur le Directeur, de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

Daniel SOULEZ-LARIVIÈRE

TRANSFUSIONS

UN SCANDALE DONT ON N'A PAS FINI DE PARLER

LA RÉPONSE DU Dr PÉRENNA

Maître **Soulez-Larivière** est bâillonné par un terrible secret professionnel. Il nous écrit ne pouvoir infirmer ou confirmer avoir reçu une personne lui demandant son assistance, ni indiquer pourquoi il aurait accepté ou refusé un dossier. Il nous accuse de "mauvaise action" et "désapprouve les procédés que nous employons". Nos lecteurs n'ont pas besoin de la confirmation de Maître Soulez-Larivière, à qui nous n'avons rien demandé...

Ils trouveront ci-joint le fac-similé des courriers de Me Soulez-Larivière au président de l'Association des polytransfusés.

Bien entendu, nous n'attendons aucune confirmation du cher maître, tenu qu'il est par le secret professionnel.

SIMON FOREMAN
AVOCAT AU BARREAU DE PARIS

NATHALIE LEVASSEUR
AVOCAT AU BARREAU DE PARIS

DANIEL SOULEZ LARIVIERE
AVOCAT AU BARREAU DE PARIS
MEMBRE DU CONSEIL DE L'ORDRE

Monsieur Jean PERON GARVANOFF
Association de Polytransfusés
BP 268 75963 PARIS CEDEX 20

DSL/VW

Paris, le 10 juillet 1990

Cher Monsieur,

Je vous remercie beaucoup pour l'envoi de votre dossier que j'ai étudé avec soin.

Malheureusement, je suis actuellement beaucoup trop surchargé pour pouvoir m'en occupé et j'en suis vraiment désolé.

Je vous retourne par conséquent votre dossier.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, en l'assurance de mes sentiments bien dévoués.

Daniel SOULEZ LARIVIERE

ASSOCIATION DES POLYTRANSFUSES

Maître Daniel SOULEZ LARIVIERE
22, avenue de la Grande Armée
75017 - PARIS

PARIS, le 20 juillet 1990

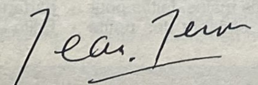
Maître,

J'ai été révolté (surtout après ce que ma famille a subi en 14-18 et 39-45) d'apprendre par un haut fonctionnaire de l'Etat que vous auriez affirmé, je cite "que j'étais raciste et que vous ne prendriez pas la défense de mes intérêts - si je vous le demandais".

Pouvez-vous me confirmer si oui ou non, vous avez tenu ces propos à mon égard tels qu'ils m'ont été rapportés.

Dans l'attente d'une réponse claire de votre part, je vous présente, Maître, l'expression de mes sentiments attentifs.

LE PRESIDENT,
Jean PERON.



DANIEL SOULEZ LARIVIERE
AVOCAT AU BARREAU DE PARIS
MEMBRE DU CONSEIL DE L'ORDRE

SIMON FOREMAN
AVOCAT AU BARREAU DE PARIS

NATHALIE LEVASSEUR
AVOCAT AU BARREAU DE PARIS

Monsieur Jean PERON
BP 268
75963 PARIS CEDEX 20

dsl/pl

Paris, le 24 juillet 1990

Cher Monsieur,

Je ne peux vous dire autre chose, en réponse à votre lettre du 20 juillet 1990, que ce que je vous explique dans mon précédent courrier.

Je vous prie, Cher Monsieur, de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

Daniel SOULEZ LARIVIERE

22 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE 75017 PARIS TEL 1-47 63 37 22 TLX CARPA 260953 E556 FAX 1-42 67 83 05

A gauche et ci-dessus, La correspondance entre Me Soulez-Larivière et le président de l'Association des polytransfusés

MISE EN SCÈNE

Madame le ministre du Travail, **Martine Delors**, épouse **Aubry**, a passé une journée entière à Strasbourg pour la promotion médiatique d'une Fondation de l'Insertion, présidée par le PDG de Darty, **Michel Francès**.

Un énorme tapage a été fait à cette occasion autour d'une entreprise « exemplaire » d'insertion, comptant 20 salariés, la société Envie. En réalité, il ne s'agit que d'un sous-traitant de Darty, spécialisé dans la récupération, le recyclage ou la casse d'électro-ménager. Et sur une vingtaine d'employés, Envie en a 15 à la fois en formation.

Curieuse réalisation sociale « modèle »...

LE JOURNAL D'UN HOMME LIBRE

Groucho Marx n'aurait pas trouvé ça !

En vieillissant, est-ce mon œil qui déforme et pétrifie ce qu'il voit dans la caricature ? Toute, presque toute la représentation politique me paraît désormais burlesque et lugubre. C'est *Hellzapoppin*, mais funèbre. Le charivari par les Augustes en deuil.

Voyez la paysannerie française que l'on tue et qui agonise devant nous, sans déclencher ces puissantes vagues de solidarité nationale qui ne déferlent que pour les Kurdes ou les désespérés de l'Oubangui-Chari. Bernard Hinault raconte. Avec les millions qu'il avait gagnés sur son vélo, il s'était payé une ferme, une belle ferme, 400 hectares, équipée moderne, le rêve de sa vie, dans son pays breton des Côtes-du-Nord, pardon des Côtes d'Armor, le Nord, ça fait trop froid, ça rebute le touriste. Hinault y faisait de l'élevage et du lait. C'est fini. Il arrête. Avec les limites imposées par Bruxelles, il ne peut plus vivre. Travailler dix-douze heures par jour et perdre de l'argent, non, merci... Il vend. Pour faire un golf. Il s'expatrie. Enfin, il quitte la Bretagne. Il s'installe à Biarritz, avec ses gosses et sa femme. Elle est d'accord. C'est la vie actuelle. Il fera dans l'import-export d'articles sportifs. Ce n'est pas le courage qui lui manque, à Hinault, ni la volonté, ni l'orgueil. Pourtant il baisse les bras. Il capitule. Il s'en va. C'était moins dur de monter l'Aubisque...

Dans le *Figaro*, un article du fils d'Edmond Michelet, l'ancien ministre du général de Gaulle. Ecrivain et paysan de vocation, il dénonce la mise à mort systématique et volontaire de l'Agriculture par la politique et la technocratie. Il parle de non-assistance à communauté en danger. Il accuse La Fontaine de l'avoir trompé en écrivant le *Laboureur et ses enfants* :

> *« Travaillez, prenez de la peine,*
> *C'est le fonds qui manque le moins...*
> *Remuez votre champ...*
> *Creusez, fouillez, bêchez, ne laissez nulle place*
> *Où la main ne passe et repasse...*
> *... Et le père fut sage*
> *De leur montrer avant sa mort*
> *Que le travail est un trésor. »*

C'est faux, dit Michelet. Désormais le travail conduit à la ruine le paysan français — un des meilleurs du monde — car on lui interdit de vendre ce qu'il produit, alors que la moitié de la planète a faim.

Nous pouvons tous citer des exemples précis et concrets de cette criminelle absurdité qui s'appelle la politique agricole de la France européiste et soumise au diktat américain. Nous avont tous dans nos familles, nos proches, nos amis ou les amis de nos enfants des agriculteurs qui crèvent sous les dettes qu'on les a contraints de contracter. Dans les campagnes de notre enfance, nous autres Français qui, à une ou deux générations, sommes pour la plupart d'origine paysanne, nous connaissons tous des fermes abandonnées, des terres qu'on a cessé d'emblaver, des villages qui ne vivent plus que pendant les vacances, les champs où levait le blé ayant été transformés en réserves à caravanes. Nous avons tous rencontré des paysans désespérés, assommés par tant d'efforts inutiles qui débouchent sur leur faillite avec, au bout du tunnel noir, une seule lumière : quitter le pays, partir pour la ville où ils auront peut-être la possibilité de devenir des chômeurs assistés.

Or cette inacceptable réalité, à faire bouillir le sang d'indignation et de colère, elle se traduit par quoi ? Par une excursion à Solutré ! C'est ça le burlesque, l'irréel absurde, la fantasmagorie dérisoire. Tout ce que trouvent à faire ces forçats de la terre qui meurt, condamnés à la disparition, à l'holocauste, et en silence s'il vous plaît par ordre de nouveaux seigneurs, c'est de pèleriner sur les pentes où se hisse pénible, une fois l'an, l'ancien danseur de corde de l'Observatoire devenu vieillard de cire, Ramsès parcheminé, avec sa bâche de marinier et sa canne de crocheteur d'ordures, entouré de sa cour des Miracles, les serviles fileurs-lécheurs-de-train, modèles Lang modifiés Joxe-à-moëlle, sapés de fausses-factures et chaussés chez Tapie, sans parler des rombières d'accompagnement, les idéalistes de l'édredon tricolore, minaudant-froufroutant dans les orties, toujours prêtes à servir la patrie et à se sacrifier à l'hôtel de la Poupée-qui-tousse.

Nos paysans, on les voue à l'extermination, et leur riposte, c'est le cotillon à Solutré, en remerciements sans doute à la dernière attention gouvernementale : pour résoudre le double problème des banlieues et des champs, Mme Cresson, l'extravagante, a eu l'idée du siècle. Elle a envoyé les petits beurs-casseurs des cités-ghettos se calmer les nerfs en respirant le bon air à Mathurin et en cherchant les trèfles à quatre feuilles dans la luzerne. Ça porte bonheur. Groucho Marx n'aurait pas trouvé ça.

Le guignol poussé aux extrêmes

Parler de Mme Cresson, c'est d'ailleurs continuer à parler du *non-sens*, comme disent ses amis anglais, qu'ils soient ou non de la jaquette qui tremble.

Je ne voudrais pas être désobligeant à l'endroit d'une aussi charmante personne dont les mérites furent éprouvés et approuvés par toute la classe politique du centre, du centre gauche et de la gauche, depuis le regretté Dr Bernard Lafay (1905-1977), mais je suis bien obligé de dire, sous peine de manquer à la crédibilité du chroniqueur et d'être taxé de complaisance, que son comportement est plus caricatural que la caricature qu'on aurait voulu en donner.

Voilà en effet une dame de bonne compagnie, bien sous tous rapports, sérieuse, capable et intelligente à n'en pas douter puisque c'est son ami très cher, le Président, un connaisseur en âmes d'élite s'il en fut, qui l'a lui-même élevée à la dignité de Premier ministre, poste jamais occupé encore en France par un jupon. Sitôt en place à Maquignon, elle se fait remarquer par des propos d'une rare pertinence et d'une franchise de bon aloi. Nous sommes si peu habitués au phénomène que des élans de reconnaissance nous montent à la tête comme des bouffées de chaleur.

Mme Cresson appelle un chat, un chat et un dupeur de dumping, un Nippon. Avec un retroussis cruel de la lèvre supérieure, sur la droite, façon Nosfératu, elle dénonce l'intolérable hégémonie économique japonaise. Dans l'air, ses belles mains, faites pour saisir et caresser, cassent des petits jaunes comme des allumettes. Sa voix frissonne et se fait cinglante. Point n'est besoin d'être un technocrate bruxellois pour s'apercevoir que, bientôt, très bientôt, il n'y aura plus une moto, un appareil à photo, un poste de radio ou de télévision qui ne soient *made in Japan*, dit-elle, car elle parle la langue d'Oscar Wilde comme père et mère, vu qu'elle a été élevée à Jersey, que ses frangins ont la nationalité britannique et que sa nurse était anglaise.

Sur sa lancée, elle, la partageuse anticapitaliste, approuve M. Calvet, le big grossium de PSA. Si nous ne prenons pas d'urgence des mesures de protection, de défense, et de riposte, avant l'an 2000 l'automobile française ne roulera plus que dans la mémoire des pépés. Elle sera broyée, écrasée, laminée par la puissance du feu commercial de l'armée mécanique des Toyota. Est-ce ce que nous voulons ?

Non, répond hardiment Mme Cresson.

Aussitôt elle quitte le niveau boutique pour monter, d'un coup de rein, jusqu'aux stades éthérés de la philosophie et des problèmes de civilisation. Elle refuse de se prosterner devant le modèle japonais. Ils vivent comme des fourmis, pas nous ! Elle chante l'exemple français, notre héritage, nos mœurs, notre mode de vie, notre caractère, notre tempérament. Si nous voulons défendre ce patrimoine, ces trésors, contre la marée jaune, il faut nous battre, nous organiser, travailler différemment et d'abord changer de système de pensée. La France, ça se mérite.

Je pleure dans mon chapeau de toile, spécial été pluvieux. Je dis :

— Bravo ! Bravo !

Et comme on s'étonne, autour de moi, de ce surprenant ralliement, j'explique que je ne vois pas pourquoi je n'applaudirais pas un socialiste qui, cessant de moudre des billevesées, exprime des vérités utiles que je ne cesse de répéter depuis mille ans, au moins. J'applaudis quiconque dit : « Achetez français », ajoutant seulement : « Et faites travailler français ».

Je vais donc, de ça, de là, pour faire partager mes enthousiames : « Bravo Edith ! Cette nana, quel julot ! Elle en a,

par François Brigneau

du poil aux pattes ! Fallait qu'elle vienne pour qu'on entende, à Matignon, des vérités premières, aussi fortement imprégnées de nationalisme, etc., » quand, brusquement, en pleine excitation-exaltation, en plein délire cressonnier, c'est la douche glacée, la renverse totale, le coup de merlin à vous assommer un taureau. Mon Edith, ma cressonnette, ma Jeanne d'Arc de la croisade contre les kamikazes du boulot, venait de signer les accords de Bruxelles, ceux qui vont ouvrir toutes grandes les frontières françaises aux voitures japonaises. Des estampes encore, je ne dis pas. Ça peut émoustiller. Mais des bagnoles !

Quand on a eu l'heureux privilège d'avoir eu vingt ans en 1939, il n'y a plus grand chose qui puisse encore vous épater, en politique, et ailleurs. Mais là j'en suis resté baba, sans voix, quoique la bouche ouverte. J'avais l'air d'un passe-boule, m'a dit ma femme, toujours portée sur la comparaison flatteuse.

Je n'étais pas le seul. M. Calvet aussi en était comme deux ronds de flan. Mais lui, sa surprise de chef tournait au pétard sanglant. Il montait au sommet en férocité. Il accusait carrément le César de Jarnac de l'entourloupe.

C'est possible ; probable même. Il n'empêche... Une femme à poigne comme madame Edith, une dure à cuire qui claquait la porte du ministère parce qu'elle en avait assez de regarder sous les chaises pour voir où était encore passé Rocard, jamais elle n'aurait dû accepter le camouflet. Dénoncer le péril jaune le lundi et, le mardi, accueillir l'envahisseur bridé avec des flonflons suaves, des fleurs, les félicitations du jury, des bisous humides d'heureux avénements, c'est quand même pousser le guignol aux extrêmes.

Si porté qu'il fût sur les oppositions hugoliennes et les extravagances, je ne connais pas un pamphlétaire qui, désireux de montrer la versatilité des dirigeants politiques, le mépris dans lequel ils tiennent l'électeur lambda et le peu de crédit qu'il faut leur faire, se serait permis cette situation. Il l'eût trouvée trop outrée. C'est pourtant très exactement ce qui s'est passé, la semaine



dernière, sur la scène de l'Elysée Folie's, le casino du grotesque triste.

Elle est épatante, cette petite femme-là !

Le spectacle comportait une seconde partie qui, dans le genre *« Cause toujours tu m'intéresses »* et *« Vas-y donc, c'est pas ton père »*, n'était pas mal non plus. Sur un argument fourni par l'INSEE-pas-quoi-dire-pour-se-rendre-intéressant, ça s'appelait les *Zimmigrés à élastique* : un coup je te vois, un coup je ne te vois plus, ici tu fiches le camp, là tu rappliques, sketches burlesques agrémentés de couplets.

Au lever du rideau, Mme Cresson parlait au micro devant un faisceau de caméras. Vêtue d'une chemisette kaki, délicatement ouverte sur une gorge aussi touristique que celles du Verdon, et d'un pantalon de cheval qui avantageait son assiette, elle était chaussée de bottes noires et tenait à la main une cravache de cuir. Le menton à l'horizontale, le regard impérieux et vachard, elle disait :

— Je ne sais pas quel est l'enfant de salaud qui a dit que les étrangers étaient chez eux chez nous, mais il aurait mieux fait d'aller se faire empapaouter chez Mobutu. Comment voulez-vous gouverner après des concetés pareilles ? Fallait nuancer, face d'abruti ! Il y a étrangers et étrangers. Il y a les réguliers, les comme-il-faut, les utiles... nos hôtes, quoi... et puis il y a les autres, les traîne-patins, les clandestins, arrivés en masse des Afriques, avec leurs smalas de moukères et leurs ribambelles de mouflets, juste bons pour l'hosto, la crèche, les maternités, la taule, le RMI et les Assedic. Ceux-là, terminé. Je n'en veux plus. Ils ne sont pas chez eux chez nous. A dégager ! Comment ? En charter ? Et pourquoi pas ? Vous avez quelque chose contre les charters ? Vous trouvez peut-être que les navires à soupapes, tels que le Conventionnel Carrier en affrêtait, sur la Loire, en 1793, aux temps joyeux de la Grande Révolution, pour promener nos messieurs-prêtres, étaient plus humains ? Oui, le charter, c'est très bien. Ça va vite. Ça dépote. On pourrait demander à Gilbert Trigano de s'en occuper. Avec des G.O., des colliers, des buffets campagnards à bord, ça aurait un petit air Club Med. Harlem Délire ne pourrait plus venir nous jouer la *Case de l'Oncle Tom*. Assez de demi-mesures. Du passé faisons table rase. Quand on a trois millions de chômeurs, on ne travaille plus dans le sentiment. Le travail au pays, c'était le rêve, l'idéal social. La France, socialiste et généreuse, vous l'offre. Et si vous n'en voulez pas, vous l'aurez quand même. Quand on se flatte d'avoir inventé le gouvernement de Salut Public et imposé la volonté du peuple par la guillotine, ce n'est pas une demi-douzaine d'intellos en boubous qui va nous faire reculer.

Le décor du fond apparaissait alors dans la lumière des projecteurs. C'était le village de la Force tranquille, avec ses maisons basses groupées autour du clocher, comme les moutons autour du berger. Devant était massé le chœur des Français. Il chantait :

Elle est épatante, cett' petit' femm' là !
Ell' ne tremble pas et ne recul' pas.
Elle parle haut, avec certitude.
On voit qu'elle a fait de fortes études.

Flattée, Mme Cresson sortait par le fond en se cinglant les bottes de sa cravache.

Mais voici qu'arrivent, en longues et sombres théories, les docteurs en futurologie de l'INSEE. Vêtus de noir et coiffés de hauts chapeaux pointus, comme les médecins de Molière, ils portent, comme des clystères, des lunettes téléscopiques qu'ils développent pour scruter l'avenir. Leur chef déroule un parchemin. Il lit d'une voix sépulcrale :

— Ce n'est pas le chômage qui nous menace, c'est le travail. Nos prévisions sont formelles. En 2006, nous ne pourrons plus faire face aux demandes d'emploi. Comme les Français vivront de plus en plus vieux et que les retraités seront de plus en plus nombreux à cause de la protection médicale et sociale ; comme ils feront de moins en moins d'enfants à cause de l'homosexualité galopante, de la pilule aspirante et foulante, et des bons pour une interruption volontaire de grossesse gratuite, offerts en prime avec les paquets de lessive Homo, il faudra avoir recours à toujours plus de main-d'œuvre immigrée. Avis aux responsables !

Aussi sec, entrée fracassante de Mme Cresson. Elle est en salopette et porte une gapette bleue de mécano. Brandissant une clé (anglaise naturellement), elle tonne :

— Où sont-ils, ces abrutis, ignares, fesse-mathieux, demeurés du Front National qui voulaient refouler nos chers tailleurs de pipes du Burundi, les chaudronniers de Tombouctou, les ajusteurs du Gabon. Mais au contraire ! Qu'ils entrent, avec leurs harems-désir, et qu'ils n'attendent pas 2006 pour remplir nos berceaux afin que M. Le Trouhadec soit saisi par l'embauche. Demandons à Gilbert Trigano de mobiliser des charters avec G.O., colliers et buffets campagnards pour aller chercher la bonne main-d'œuvre immigrée là où elle est, dans ses savanes, sa brousse, ses forêts calcinées, et la ramener fissa sur les chaînes de Poissy. Au niveau du vécu, grâce à ce plus, nous pourrons ainsi relever le challenge du troisième millénaire.

Toujours devant le village, le chœur des Français chante :

Elle est épatant' cett' petit' femm' là !
Elle prédit le ça, elle prévoit le la.
Elle dit l'avenir et la conjoncture.
Nous ne serons pas dans la confiture.

Sur quoi le rideau se laisse tomber de satisfaction.

Ces divertissements pourraient être groupés sous le titre : *Scènes de la vie politique, en France, à la fin du XXe siècle.*

Ils montrent bien la logique, le sérieux et le suivi des discours du pouvoir.

François Brigneau

UNE "INTOX" POUR JUSTIFIER L'IMMIGRATION

LES MENSONGES DE L'INSEE

Quel Français de quelque bon sens n'a pas sursauté en prenant connaissance des "constats et recommandations" de l'effarant rapport de l'INSEE sur le vieillissement de la France et ses conséquences sur la main-d'œuvre dans un proche avenir ?

Dans un pays qui a passé le cap des trois millions de chômeurs réels et où les suppressions d'emplois continuent à pleuvoir, où d'autre part, le problème de l'immigration se fait plus dramatique chaque jour, menaçant la survie même de notre nation et de notre société, ce rapport en arrivait à préconiser l'importation, après 2000, de 100 000 à 350 000 immigrés nouveaux tous les ans...

On croyait rêver. Mais, au fond, l'explication était simple : partant de quelques données réelles — comme la dénatalité — en les détournant de leur sens, l'INSEE — dont nous expliquons plus loin la véritable nature — s'efforce de justifier, tant bien que mal, les erreurs et les carences du pouvoir socialiste. Lorsqu'on est incapable de faire face à ce fléau national qu'est devenue l'immigration, on tente de faire croire que celle-ci est nécessaire.

Qui pourra être dupe d'une manœuvre aussi grossière, cela reste à voir...

Au même titre que l'Agence France Presse, l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) constitue un pourvoyeur majeur d'informations toutes faites pour les médias. Le caractère scientifique de l'organisme en impose et ses utilisateurs — en premier lieu les entreprises — travaillent à partir de ses rapports comme s'il s'agissait de vérités premières. Mais, en une année, l'INSEE a été pris trois fois la main dans le sac à se livrer à des spéculations manipulatrices très orientées. Que se passe-t-il dans ce temple de la statistique ?

8

A propos de la dernière étude à scandale de l'INSEE, **Pierre Bérégovoy**, devant les remous, a jugé bon de prendre ses distances. Le ministre de l'Economie, chouchou du CNPF, a tranquillement déclaré : « L'INSEE est libre de ses études qui n'engagent pas le gouvernement ». Tiens donc ! Comme si, pris en flagrant délit d'excès de vitesse, vous déclariez au gendarme verbalisateur: « Je n'y suis pour rien, c'est la voiture qui, sans mon consentement, est allée trop vite ». Car il faut savoir deux choses : d'abord que l'INSEE est une direction générale du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget. Autrement dit, sous l'autorité directe du sieur Bérégovoy. Ensuite, la structure de contrôle théorique de l'INSEE, le Conseil national de l'Information statistique (CNIS). est assurée en fait... par l'INSEE lui-même, qui en détient le secrétariat. C'est-à-dire que Bérégovoy dirige et surveille l'Institut. Il en est donc totalement responsable.

Le grand bâtiment de verre parfaitement opaque de l'INSEE est enserré, à la limite de Paris, dans le bastion rouge de la municipalité de Malakoff. Un symbole correspondant à la réalité. Parmi le personnel — au total, 6 900 fonctionnaires, dont 1 400 à Paris — les syndicats CGT et CFDT font la loi, et étendent leurs possibilités d'information jusqu'au niveau des "études". L'INSEE demeure sans doute dans la France actuelle le dernier bastion où l'esprit "soixante-huitard" s'est maintenu à l'état quasi pur. Une particularité de l'Institut mérite d'être relevée : une partie du personnel est de nationalité étrangère (et recrutée en tant que telle), et selon ce qui se murmure boulevard Adolphe Pinard (siège de l'INSEE) c'est cette catégorie de statisticiens qui se penche plus particulièrement sur les données concernant l'immigration.

A QUI SERT L'INSEE ?

Gros sous et révolution

L'influence prédominante des dinosaures marxistes dans la maison des chiffres français n'empêche pas, au contraire, les affaires juteuses. Prenons un exemple : vous avez besoin d'en savoir plus sur les communes, ou le dernier recensement. Toutes sortes de brochures, plaquettes, tableaux, indicateurs se trouvent à votre disposition, moyennent finance. Telle fiche vaut 25 F, tel inventaire coûte 80 F, cette analyse est facturée 130 F, les *Données sociales* sont à vous pour 250 F, une disquette "départementalisée" à thème s'achète 490 F, et ainsi de suite. Normal, penserez-vous. Pas du tout : ces produits, fournis au prix du marché, ont été déjà payés par les contribuables. Le recensement et les divers relevés ont été couverts par l'impôt ; leur exploitation rapporte gros, de façon indue puisque déjà payée. Tout Français devrait logiquement avoir accès aux produits INSEE aux seuls frais de fabrication, voire dans certains cas gratis.

La transformation d'un organisme public en "vendeur de données" aboutit à un résultat étrange : la plaquette ministérielle de présentation de l'INSEE avoue crûment que ses vingt-sept directions régionales sont là pour « conseiller les utilisateurs publics ou privés et adapter l'information à leurs besoins (données standard ou information sur mesure) ». On a compris : l'Etat-patron, quand il a besoin de persuader l'opinion qu'il faut toujours plus d'immigrés, ou que la même retraite doit être payée trois fois son prix, n'a qu'à faire signe à l'INSEE, administration payée deux fois, par le contribuable et par l'utilisateur. Comme si vous deviez acquitter une taxe au commissariat de police en allant déclarer votre vol de voiture. Mais, qui sait, peut-être que demain une étude de l'INSEE prouvera que les victimes de vol coûtent trop cher au ministère de l'Intérieur...

R. D.

VOIR PAGES 10-11

Jean-Marie



" L'âge de la retraite à 60 ans une décision aberrante ! "

National Hebdo — Au moment où l'attention est braquée sur la présence qu'on peut dire insupportable de nombre d'immigrés, comment expliquer que l'INSEE sorte un rapport qui aboutit à cette conclusion provocatrice : à partir de l'an 2000, il faudra de nouveaux contingents de travailleurs étrangers.

Jean-Marie Le Pen — Je me permets de vous rappeler que dans des circonstances identiques, l'an dernier, un serpent de mer de la même taille avait fait surface. Il s'agissait d'une de ces officines gouvernementales qui comptent beaucoup de chercheurs et peu de "trouveurs", si j'ose dire, l'INED. Un certain **Le Bras**, depuis contredit par tous ses confrères, devait déclarer, à l'inverse de tout ce qui était connu de l'opinion, que la situation démographique de la France était excellente.

A peu près à la même date, cette année, émergence d'un nouveau monstre du Loch Ness : l'affirmation, aberrante et provocatrice, que pour résoudre le problème du vieillissement de la population, il faudra sans tarder bouleverser la vie familiale pour expédier les femmes "au boulot", et renforcer l'immigration par 100 000 à 250 000 importés par an, en précisant qu'il devra s'agir de travailleurs qualifiés.

Ce rapport implique un certain nombre de constatations. On découvre aujourd'hui le vieillissement de la population et la faiblesse démographique de la France, alors que ces données sont inscrites dans toutes les statistiques connues. Les statistiques soulignent la carence criminelle des gouvernements qui se sont succédé depuis vingt ans. Elles soulignent aussi la démagogie de la décision de ramener l'âge de la retraite à 60 ans, **alors que l'on vit de plus en plus longtemps et que l'on entre de plus en plus tard dans l'activité économique.**

NH —Le rapport de l'INSEE met en cause certains phénomènes : le vieillissement de la population, l'abaissement de la fécondité... Votre point de vue à ce sujet ?

JMLP — Prenons le niveau démographique. Les gouvernements, face à une situation connue, se devaient d'élaborer et de développer une politique nata-

LE PEN

“Démographie famille, et âge de la retraite, les gouvernements qui se sont succédé depuis 20 ans ont fait preuve d'une carence criminelle”

liste, appuyée sur une véritable politique familiale (mariage, famille, enfants...). C'est cette politique qui a permis ce que l'on a appelé le "baby boom" après la guerre.

Allocations familiales : un tiers pour les sans-famille

Au lieu de quoi, dès 1958, les gouvernements ont détourné une partie de plus en plus importante des fonds de caisse des allocations familiales.

Aujourd'hui, un tiers du budget des allocations familiales est versé à des gens qui n'ont pas de famille. Notons que c'est un décret, signé **Michel Debré**, qui a autorisé, pour la première fois, le détournement d'un million d'anciens francs à destination du FAS.(1)

NH — Et puis, il y a eu les campagnes en faveur de l'avortement...

Ci-contre, Jean-Marie Le Pen président du Front National. Interviewé par Roland Gaucher, directeur de National Hebdo.

JMLP — Certainement. Les modifications législatives ont eu pour conséquence d'affaiblir l'institution du mariage et généralement des structures familiales. L'avortement a été légalisé et même remboursé, tandis que de vigoureuses campagnes étaient menées en faveur de la contraception, sous le couvert de préoccupations médicales, ou pour le développement de l'usage du préservatif.

Ajoutons que l'égalitarisme social aboutit, dans la réalité, à pénaliser les familles françaises par rapport aux familles étrangères.

Une seule politique cohérente : celle du Front National

NH — Face à cette situation dramatique pour l'avenir de notre peuple, à votre avis, que faut-il faire ?

JMLP — Dramatique, vous pouvez même dire catastrophique. Il n'y a qu'une seule politique qui soit possible et cohérente : celle que préconise, inlassablement, depuis vingt ans, le Front National.

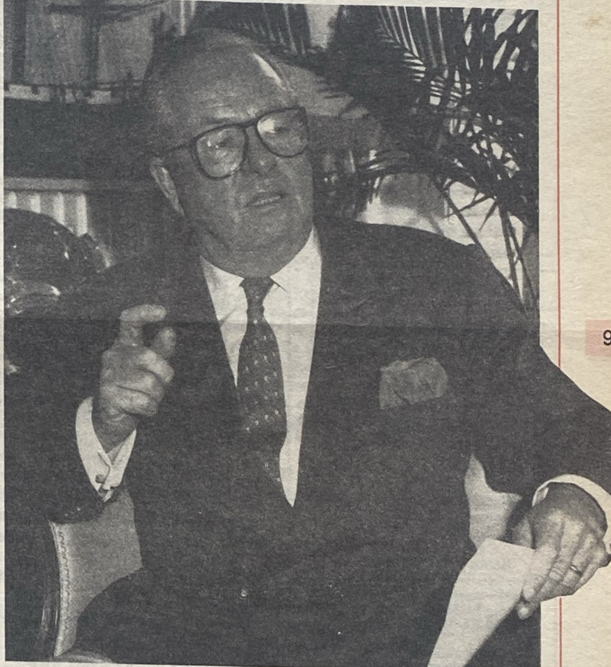
Elle repose sur la notion de préférence française et familiale, en matière d'emploi, de logement, d'école, d'allocations familiales ou d'aide sociale. Et puis, nous avons proposé l'attribution d'un revenu maternel aux mères françaises élevant leurs jeunes enfants. Car, au contraire de l'INSEE, nous ne pensons pas à contraindre les mères à aller au bureau, mais au contraire à permettre à celles qui le souhaitent de se consacrer à l'éducation de leurs enfants.

Cette éducation, elle est fondamentale pour le développement harmonieux non seulement de l'intelligence, de la sensibilité, mais aussi de la sociabilité, des comportements. Cette réforme vise à restituer la Sécurité Sociale aux Français. L'objectif n'est pas, en effet, de faire venir en permanence des immigrés en France, mais, au contraire, d'en réduire le nombre.

NH — Dans la crise que nous vivons, ne pensez-vous pas que l'Education nationale a une lourde responsabilité ?

JMLP — La vérité, c'est qu'il faut reconstruire un système d'enseignement qui permette à la France de faire accéder les élèves au niveau de qualification exigé par l'économie. Il est, par exemple, scandaleux que nombre de postes universitaires soient occupés par des étrangers qui s'empressent d'ailleurs de faire venir leurs compatriotes étudiants.

NH — Et la retraite à 60 ans ?



"Il faut réduire le nombre des immigrés en France."

JMLP — La mise à la retraite d'office constitue pour beaucoup de Français une forme d'agonie civile. S'il est justifié que l'âge de la retraite ait été avancé pour des personnels dont les tâches étaient réellement fatigantes ou usantes, il est stupide de contraindre à l'inaction des hommes et des femmes en pleine force de l'âge et bénéficiant d'une irremplaçable expérience. Il convient donc de revenir à un âge compatible avec les exigences de la réalité. Au reste, la volonté des citoyens devrait être la règle.

Aux propositions délirantes des personnels de l'INSEE, il appartient de mettre en parallèle les propositions chères à **Attali** et au sénateur **Caillavet**, à savoir "euthanasier" les vieux en excédent.

Vous parliez tout à l'heure de la responsabilité de l'Education nationale. En fait, c'est la responsabilité écrasante de la Ve République qui est en cause.

(Propos recueillis par Roland Gaucher)

(1) FAS : Fonds d'Action Sociales. Une partie des sommes dont il dispose est utilisée pour les immigrés.

SOLUTION PAR L'ABSURDE

L'INSEE ne se contente pas de faire des prévisions qui correspondent — tout à fait par hasard — à ce que le pouvoir rose souhaite que les Français pensent. L'Institut de la Statistique propose des solutions. Ainsi, en ce qui concerne les femmes, le remède-miracle consiste, selon les statisticiens-prophètes, à « intensifier le travail féminin ».

VOUS SAVEZ AU DÉBUT ON CRÉE SA PETITE AFFAIRE SOCIALISTE ET D'UN SEUL COUP ON EST DÉPASSÉ PAR SON PROPRE SUCCÈS !

ANPE

Or, la cause principale des maux dénoncés par les mêmes techniciens (l'insuffisance de main-d'œuvre nationale, coexistant avec un chômage massif), c'est le faible taux de fécondité des Françaises, le fameux 1,8. Nul n'ignore que plus les femmes travaillent, moins les bébés sont nombreux, pour une foule de raisons connues de chacun d'entre nous. Donc, suivre le remède préconisé par l'INSEE reviendrait à aggraver le mal. Et, afin de briser le cercle vicieux, la solution réelle, tout le monde l'admettrait, serait : « encore plus d'immigrés, car leurs compagnes font des enfants, chance d'une France stérile ».

L'excès d'habileté des sophistes de l'INSEE va trop loin. Leur étude dévoile soit une incompétence rare, soit une malhonnêteté insigne. La publication de l'étude *Horizon 2000* des statisticiens de **Pierre Bérégovoy** a été simultanée avec l'enquête annuelle du même organisme sur l'emploi en 1990. D'où il ressort que trois quarts des femmes françaises de 25 à 49 ans occupent un emploi, que cette tendance est en pleine progression, et qu'il s'agit là d'une sorte de record mondial, pas nouveau du tout.

Globalement, en 1962, le taux d'activité des femmes atteignait 37,1 % (contre 78,3 % chez les hommes). En 1986, on en était à 44 % pour le taux féminin, face à 65,4 % du côté masculin. Ces chiffres "causent" d'eux-mêmes. La solution du problème de l'emploi ne consiste pas à enfermer l'opinion dans un double cercle vicieux : elle réside dans la mise en place d'une politique accordant aux femmes la possibilité d'avoir des enfants, tout en travaillant selon des modalités acceptables, ou en faisant un autre choix supportable pour elles et leur famille.

Dans l'univers indifférencié et niveleur du socialisme, une vision de ce genre ne peut s'imaginer. Briser le cercle vicieux du chômage + immigration, ne se conçoit que dans le cadre d'une vision des choses aussi nationale que naturelle.



LA SECONDE MORT D'ALFRED SAUVY

Alfred Sauvy disait : *« Etre libre, c'est être informé ».*
Grâce à l'INSEE et l'INED, nous sommes aujourd'hui captifs car désinformés. La publication du scandaleux rapport n'intervient pas sous l'effet du hasard. Ce salmigondis de chiffres truqués ou approximatifs et de conclusions scientifico-politiques n'aurait pu paraître avant cette année. Un homme s'y serait opposé : Alfred Sauvy, statisticien, économiste, démographe, né le 31 octobre 1898 et mort la veille de ses 92 ans. Ce polytechnicien fut le fondateur de l'INED (Institut national d'études démographiques). Son parcours politique suivit un chemin un peu sinueux : collaborateur de **Paul Reynaud**, synarchiste avec **Jean Coutrot**, membre du cabinet de **Bouthillier** (ministre des Finances du maréchal **Pétain** en 1941), sous-directeur de la Statistique nationale de l'Etat français, puis mendésiste, puis membre de l'Union des forces démocratiques de **Daniel Mayer**, en 1958, puis rallié au gaullisme qui lui permet de devenir professeur au Collège de France et président du Conseil scientifique de l'INED. Néanmoins, ses vues sur la démographie et la population étaient d'une clarté étonnante. Et gare à ceux qui contestaient.

Pour lui, tous les problèmes d'emploi, de vieillissement de la population et de déclin ne pouvaient être résolus que par une politique nataliste. Il résumait sa pensée en une phrase : « Il n'y a que deux solutions : nos enfants ou ceux des autres ». Il avait choisi la première, ses successeurs ont attendu sa mort pour choisir la deuxième.

Dr L. P.

Alfred Sauvy : il doit se retourner dans sa tombe

nges de l'INSEE

SUITE DE LA PAGE 8

L'IMMIGRATION DES MÉDECINS AU RABAIS

Le rapport de l'INSEE, établi avec le concours de spécialistes de l'INED (Institut national des études démographiques) démontre la justesse de la célèbre phrase de Gallup (l'inventeur des sondages) : « Les statistiques sont la forme moderne du mensonge ».

Affirmant d'une part que, dans trente ans, 750 000 retraités supplémentaires viendraient en sus de ceux qui étaient prévus, à cause d'un allongement imprévu de l'espérance de vie et, d'autre part, que, venant à manquer de main-d'œuvre, nous serions obligés de faire entrer 100 000 à 250 000 travailleurs immigrés chaque année, l'INSEE prouve son manque de sérieux et son orientation partisane.

Tous les chercheurs honnêtes savent qu'il est impossible de donner un chiffre précis de l'espérance de vie dans trois décennies. En effet, cette durée dépend de multiples facteurs, comme la qualité des soins, l'hygiène de vie, mais aussi les épidémies, dont le SIDA, les ravages de la pollution, voire les guerres. Nul ne peut établir une projection précise.

La deuxième preuve de malhonnêteté intellectuelle de l'INSEE nous vient d'une expérience menée depuis huit ans chez nous et que nous fûmes les premiers à dénoncer dans les colonnes de *National Hebdo*. La méthode expérimentale de **Claude de Bernard**, établit que le caractère scientifique d'un fait découle de sa reproductibilité, les mêmes causes donnant les mêmes effets.

Depuis 1983, par idéologie, les gouvernements qui se sont succédé à la tête de l'Etat ont fait venir des médecins de tous les pays du tiers-monde pour leur offrir une spécialisation censée permettre le rayonnement de la médecine française dans le monde. Or, que pouvons-nous constater ?

Sans contrôle

1) Cette élite n'a pas le niveau minimum requis pour exercer correctement le métier de médecin. Des dizaines de milliers d'étudiants ont envahi nos hôpitaux et facultés, avec un diplôme de médecin de leur pays d'origine, mais sans qu'il y ait eu ni examen de connaissances, ni contrôle de langue à nos frontières. Ces "cracks" prennent des gardes à l'hôpital sans les compétences requises. L'académie de Médecine s'est émue à plusieurs reprises de la présence de plusieurs centaines de chirurgiens non qualifiés dans les services hospitaliers.

2) Censés repartir chez eux à l'issue de la formation, les médecins étrangers font des pieds et des mains pour s'incruster chez nous : qui se fait naturaliser par mariage blanc, qui obtient une dérogation d'exercice publiée au *Journal Officiel*. Ils préfèrent les délices de la vie française aux imprévus de l'existence dans leur patrie. Dans le même temps, nous envoyons via "Médecins du Monde" et autres praticiens sans frontières, des docteurs français tenter de parer au plus pressé...

Numerus clausus et chômage

3) La sédimentation dans nos hôpitaux de ces ressortissants latino-américains ou africains a pour autre conséquence la diminution des places pour nos ressortissants. Tout d'abord la voie de spécialisation dite des CES (certificats d'études spécialisées) fut supprimée, ensuite le nombre de postes mis à disposition au concours d'internat des hôpitaux déclina, enfin, le *numerus clausus* imposé aux examens de fin de première année de médecine devint de plus en plus restrictif.

SCANDALE :

Arrêté du 9 octobre 1986 fixant en application de l'article L. 356 (2°), alinéas 3 à 6, du code de la santé publique dans la limite du nombre maximum prévu par le décret n° 86-1104 du 9 octobre 1986 la liste des personnes autorisées à exercer la profession de médecin au titre de l'année 1986

Par arrêté du ministre des affaires sociales et de l'emploi et du ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi chargé de la santé et de la famille en date du 9 octobre 1986, sont autorisées à exercer en France la profession de médecin, les personnes dont les noms suivent :

M. Adjamagbo (Hubert).
M. Adynowsky (Jarema).
M. Akhrouf (Abderrezak).
M. Amado Cattaneo (Andres).
M. Amziane (Belkacem).
M. Arnawout (Mohamed).
M. Assadian (Fariborz).
M. Banthrongsakd (Champathongphet).
Mlle Baud (Mariette).
Mlle Bénarif (Houria).
M. Bernstein (Doron).
Mme Bonafous, née Anczyk (Catherine).
M. Boudjani (Driss).
M. Bousbaine (Moussa).
Mme Challali, née Pussey (Zoia).
Mme Crainic, née Kottlar (Karin).
M. Czernielewski (Janusz).
M. Diaz de Bedoya (Luis).
M. Diaz Valdes (Raul).
Mlle Dubernet (Marie-Thérèse).
Mme Dziubinska (Irène).
M. Eatir (Mohammad).
M. Erfani (Amir).
M. Etemadzadeh (Zardocht).
Mlle Feldman (Liliana).
Mme Fisch Ponsot, née Fisch (Christiane).
M. Galgoti (Cornel).
M. Gharbi (Mohammad Ali).
Mme Gayot, née Exposito Rodriguez (Enriqueta).
M. Giffa (Fernand).
M. Grinstein (Jorge).
M. Hakkar (Lazhar).
M. Hoche (Fayez).
M. Ivancovsky (Hugo).
M. Juca (Paulo).
M. Labbe Gonzalez (Ramon).
Mlle Laib (Leila).
Mme Luciani, née Danielewicz (Agnès).
M. Malki (Maen).
M. Manache (Elias).
M. Mashaly (Ragay).
M. Mendoza Alba (Rodolfo).
M. Meunier (Yann).
M. Mihaileanu (Serban).
M. Molli (Parviz).
Mme Muniesa, née Jakubowska (Danuta).
M. Nedjat-Bakhch (Aligholi).
M. Ngourn (Mardin).
M. Nguyen (Lien).
M. Nguyen (Tuan).
M. Nguyen (Van Phac).
M. Polarczyk (Zbigniew).
Mme Poszepczynska, née Gorka (Miroslawa).
M. Rakotoseheno (Christophe).
Mme Reverzy, née Piguet (Catherine).
Mme Ricard, née Pus (Maria).
Mlle Richardin (Florence).
M. Roujouleh (Hayçam).
M. Rosenberg (Stewart).
Mme Sissako, née Dabo (Maimouna).
Mme Skasa-Brociek, née Skasa (Wienczyskawa).
M. Stanescu (Liviu).
M. Strzalkowski (Andrzej)
Mlle Szeibert (Judit).
M. Taoko (Jean-Gabriel).
Mme Ton, née Dang (Thuy).
M. Tran Van Quyen (Michel).
Mme Wirrmann, née Benkreira

PRIORITÉ POUR LES MÉDECINS ÉTRANGERS

Les centaines de médecins inscrits à l'ANPE, les milliers gagnant à peine le SMIC seront contents d'apprendre, par le Journal Officiel du 12 octobre 1986, que 75 étrangers sont autorisés à exercer la profession de médecin en France (sans être d'ailleurs titulaires du doctorat d'Etat en médecine). Dans le même temps, le nombre de postes mis au concours de fin de 1ère année de médecine diminue de 6 %. On ferme donc le robinet pour les Français et on l'ouvre pour les étrangers. C'est la préférence nationale à l'envers...

Docteur Louis Perenna

3 — N° 128 — Semaine du 31 décembre 1986 au 7 janvier 1987

Dès 1986, *National Hebdo* dénonçait l'invasion des services hospitaliers par les étrangers et ses résultats, souvent catastrophiques.

Le gouvernement vient de décider de baisser le nombre des étudiants admis en deuxième année de 4 000 à 3 500 en deux ans. De chute en restriction, onze universités vont voir leur *numerus clausus* passer sous la barre des quatre-vingts étudiants. Dix doyens sur onze ont adressé une motion aux ministères de l'Education et de la Santé, dénonçant les risques vitaux concernant le fonctionnement des services hospitaliers, ainsi que l'inégalité des chances frappant les nouvelles générations d'étudiants.

Le résultat, en terme d'emploi, de cette catastrophique situation, tient du réquisitoire : 10 000 médecins chômeurs et 17 000 gagnant moins que le SMIC.

En conclusion, et pour éclairer les apprentis sorciers de l'INSEE, il apparaît que l'immigration de main-d'œuvre, soi-disant d'élite, aboutit au chômage des Français, à la baisse de la qualité de la production et à l'exode des travailleurs nationaux.

Dr L. PÉRENNA

N.B. Pour plus d'informations, consulter les numéros 128 et 329 de NH

COMMENT CRÉER UNE ENCLAVE ÉTRANGÈRE EN FRANCE

Une revue qui s'adresse uniquement aux cadres supérieurs et aux responsables patronaux, *Management* (dirigée par le sociologue **Hubert Landier**), a jeté un beau pavé dans la mare estivale. Sa vision de l'avenir social français d'ici cinq ans est stupéfiante. On aurait pu s'attendre à des réactions horrifiées des syndicats. Le silence a été total. Pourtant, les prévisions de *Management* valent le détour.

« Nous sommes en 1996... » : dans une société de métallurgie au nom fictif, implantée à Evry, des « ingénieurs allemands fraîchement installés » trouvent que les syndicats locaux ne méritent pas grand crédit. Ils décident alors de créer leur propre syndicat, affilié à la branche métallurgie de la confédération allemande DGB. Puis, contre les syndicats français de l'entreprise, ils obtiennent la reconnaissance de leur représentativité et s'imposent au 2e tour d'élections internes. D'où une transformation totale des pratiques sociales de la société en cause.

De proche en proche, l'affaire fait tache d'huile. Il s'en suit des mutations gigantesques. Il est facile, trop facile, d'extrapoler sur ce scénario de *Management*. Pourquoi Coca-Cola ou Eurodisneyland, entre autres, n'auraient-elles pas des syndicats à l'américaine, ou Honda-France une représentation du personnel comme à Tokio ? Pourquoi Ikea, firme suédoise, n'enverrait-elle pas les enfants de ses salariés, par le biais du comité d'entreprise "nordisé", en vacances en Scandinavie, plutôt qu'en Périgord ? Resterait-il, au bout de quelques années, des syndicats français en France avec une assise assez solide ? Sûrement pas.

A propos : l'étude INSEE sur l'horizon 2 000 évoque un besoin d'immigrés pour cause d'insuffisance de Français qualifiés. Le secteur visé par l'étude n'est pas tant l'industrie que le tertiaire. Les immigrés espérés par l'INSEE en l'occurrence, ne sont pas les illettrés d'Afrique maghrébine ou noire, mais les chômeurs intellectuels de toute l'Europe. Lesquels, pour se protéger de la concurrence française, pourraient bien, comme l'annonce le scénario de la revue *Management*, utiliser des syndicats entièrement à eux, et soutenus par leurs pays d'origine.

MARSEILLE

LA GUERRE DES A-T-ELLE EU LIEU

Des enjeux d'importance.

Début juillet, quelques quotidiens marseillais signalent dans leurs colonnes la découverte dans une banque genevoise d'un compte secret ouvert par le docteur Peschard. Ce compte est crédité de 4 millions de F d'origine inconnue, bien que de nombreux mouvements d'argent l'aient « animé ». On s'attend dès lors à un nouveau départ dans l'affaire des cliniques... Mais dès le lendemain, l'information est oubliée et le silence retombe sur cette affaire qui a mis en émoi Marseille et fait chanceler la mairie.

Le 16 janvier 1990, le docteur Jean-Jacques Peschard était abattu de deux décharges de chevrotines par un tueur qui immédiatement prenait la fuite à bord d'une R20 grise. Crime crapuleux habituel dans une région régulièrement secouée par les détonations des règlements de comptes ? Pas tout à fait. La victime est en effet maire vigouriste du 7e secteur de Marseille et délégué à l'urbanisme de la ville. Dès le lendemain les hiérarques vigouristes ne tarissent pas d'éloges pour ce vieux defferriste, « exécuté comme un vulgaire truand ». **Albert Hini**, le 1er adjoint, rend hommage à ce « fidèle de **Robert Vigouroux**, qui est toujours resté à ses côtés ».

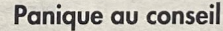
Le maire revient précipitamment du Sénégal (où il attendait l'arrivée du « Paris-Dakar »...) et parle, ému, des « liens d'amitié » qui l'unissaient au défunt. Il précise, par ailleurs, persuadé qu'il est sans doute de l'estime dont jouissait le docteur Peschard au sein du conseil municipal, que « toute autre déclaration des membres du conseil municipal se ferait à titre personnel ». La précaution s'avérait inutile, la classe politique se révélant peu empressée de rendre hommage au défunt... Les plus attristés réagirent, à propos du mauvais coup qui est porté par cet assassinat à l'image de la ville...

Des affaires qui remontent

Les policiers, eux, semblent plus préoccupés d'éclaircir le meurtre. Et l'enquête est menée tambour battant. Dès le 18 janvier, l'image idyllique de cet « homme intègre qui effectuait un travail colossal dans (son) secteur où il avait créé une banque alimentaire pour les plus défavorisés », dépeinte avec émotion par son adjointe Mme **Benyacoub**, s'effrite. De vieilles affaires remontent à la surface. On se souvient qu'en 1984, sa maîtresse d'alors, **Christine Barras**, avait mystérieusement disparu après avoir menacé le « bon » docteur Peschard, de révéler ses trafics d'argent vers la Suisse. Les services de police avaient tout de même trouvé les coïncidences suffisamment troublantes pour faire retourner la totalité du jardin de celui qui allait devenir adjoint de Robert Vigouroux...

Le 23 janvier on apprend que reprenant la piste de l'argent suisse du docteur Peschard, les policiers ont épluché ses livres de comptes. Ils y trouvent des annotations dignes d'un mauvais polar comme « 400 000 F pour eux, 300 000 F pour moi »... Il est également établi que « le médecin des pauvres » effectuait des promotions immobilières plus ou moins heureuses...

Le 25 janvier : coup de théâtre. Sont arrêtés et écroués coup sur coup, le chauffeur de la Renault 20, **Marcel Long**, le tueur, **Roger Memoli** et le commanditaire : **Armand Gallo**. L'enquête semble donc sur le point d'aboutir. Pourtant, à partir de ce moment toutes les cartes se brouillent. Armand Gallo en effet est un autre élu de « Majorité Marseille » dans le 7e secteur. C'est même lui qui devait prendre le siège de Jean-Jacques Peschard au sien du conseil municipal.



Panique au conseil

Désormais on s'entretue au conseil municipal de Marseille Vigouroux, l'homme qui devait réhabiliter l'image de la ville, s'est étrangement entouré. Que le frère d'un de ses colistiers soit aux Baumettes pour trafic de drogue est somme toute habituel, dans cette cité longtemps soumise au defferrisme... Qu'un de ses amis politiques, maire du 2e secteur (**Léonetti**), soit radié des listes électorales pour fraude ne choque personne. Qu'un élu vigouriste du 7e secteur chargé de l'urbanisme (**R. Carenco**) soit inculpé pour fraude fiscale ne surprend pas davantage.

Mais qu'un élu passe un contrat avec des tueurs contre un autre élu... tout de même... Même à Marseille, le fait est rare. On serait en droit d'attendre que celui qui se présentait comme le « M. Propre » de la vie politique locale ait le bon goût de démissionner... Mais non, Vigouroux ne l'envisage pas un instant. Philosophe, il s'en tient à un constat simpliste : « on ne choisit pas ses maladies ». Certes, mais d'un médecin on attend qu'il tente au moins de les soigner, de les combattre. Vigouroux ne fera rien de tel. Il est vrai que cette maladie-là ressemble fortement à un cancer généralisé dont, si tous ne meurent pas, chacun semble atteint. Très vite, en effet, l'enquête s'enlise dans un imbroglio où se mêlent politique, guerre des cliniques, trafic de drogue... Et dont tous les acteurs sont les pièces d'un puzzle que personne n'a encore su reconstituer.



Un maximum de lits : pour quel profit ?



Dr A. Gallo : le commanditaire des crimes. Pour le compte de qui ?



Dr J. J. Peschard : a payé de sa vie ses activités... douteuses.

Les acteurs en piste

● **Dr Armand Gallo.** Tout d'abord, il a commencé son ascension politique au RPR à l'ombre de **Hyacinthe Santoni** et ne s'est rallié qu'à la veille des dernières municipales à ladite majorité présidentielle. Il avait comme colleur d'affiches de toujours un certain **Roger Memoli**... Professionnellement, il officiait dans une clinique du groupe Chouraqui. Peschard, vieux defferriste, fidèle de Vigouroux, en faisait de même et il menait grand train. Au fil de l'enquête, il a avoué qu'il a délivré un permis de construire illégal pour un aménagement dans une clinique que se disputent les divers clans.

● **Roger Memoli** — Il se présente comme le cousin de **Charles Pasqua**. Il est à l'origine du rebondissement de l'affaire. Lui, l'âme damnée de Gallo, avoue, en plus du meurtre de Peschard, celui, en novembre de **Léonce Mout**, propriétaire de la polycli-

CLINIQUES ?

nique Nord convoitée à l'époque par Chouraqui. Ce dernier avait été entendu par les policiers au cours de l'enquête qui n'avait pas abouti. Memoli, au cours de son audition, dénonce le commanditaire du contrat : un certain **Galléazi**, à l'époque administrateur de la polyclinique et relation de Gallo. Galléazi, arrêté, dénonce Chouraqui pour le meurtre de **Mout** puis se rétracte.

● **Jean Chouraqui** — Propriétaire de plusieurs cliniques à Marseille, tente de s'étendre encore. Il vise notamment la polyclinique Nord que Léonce Mout refuse de lui vendre et une autre clinique que lui dispute les Mout. Il semble par ailleurs avoir un projet de regroupement de tous les lits dans le 7e secteur de Marseille, celui de Peschard et de Gallo, ses employés. Il a aussi financé la campagne de Vigouroux, et Vigouroux l'a nommé grand électeur. A cette époque, il se dit beaucoup que les cliniques marseillaises servent à blanchir les narcodollars. Chouraqui est certes mis en cause mais aussi Vigouroux. Les relations du maire de Marseille avec **Noriega** surprennent et font parler. Le propre gendre du président du Panama est consul à Marseille. Le procureur de la République dénonce l'OPA dont Marseille et sa région sont victimes de la part de la mafia. Il stigmatise le rôle de l'argent de la drogue dans les affaires de la région. Il est allé certainement trop loin, puisqu'il est immédiatement muté. Malgré cela, une enquête de police débute en ce qui concerne la société des Eaux de Marseille qui pourrait servir dans le blanchiment de l'argent de la drogue. Cette même société des Eaux que Vigouroux voulait voir travailler pour le Panama.

Il s'était lui-même rendu sur place pour faire avancer le dossier.

Bref, la police et la Justice se trouvent face à une affaire à tiroirs des plus complexes et des plus dangereuses. Toute la classe politique respecte un silence général. Seul le Front National réclame des comptes, la démission de Vigouroux et de son conseil municipal. Mais rien n'y fait. Tonton, depuis son palais élyséen, soutient son poulain local, puisque très opportunément, **Anne Sinclair** invite Vigouroux à son « 7 sur 7 ». Belle consécration pour un maire, médecin lui-même, dont deux de ses colistiers, médecins également, sont compromis dans une véritable guerre des gangs que l'on a appelée en son temps « guerre des cliniques ».

Aujourd'hui, le silence est de rigueur. La Ripoublique bananière de Marseille croit ne plus être menacée. Jusqu'à quand ?

André NOIR et Odette MEYER


Les Roches... pas si Claires

UN JEAN PIERRE-BLOCH QUI VEUT NOTRE BIEN

Un qui a jailli de son "starting-block", c'est le nommé **Jean Pierre-Bloch**, avec ou sans trait d'union entre le Pierrot et le Bloch, suite au "Journal d'un Homme Libre" de notre ami **François Brigneau**.

Lequel Pierrot, par l'intermédiaire de Me Zaoui, nous réclame quelque 200 000 F de dommages et intérêts pour diffamation.

Ce qui est la moindre des choses.

Ce qui s'accorde avec LICRA I, LICRA II, LICRA III, procès intentés contre nous par cette bien sympathique association, persécutée par les odieux antisémites.

Ce qui survient, au moment où nos amis de *Présent* sont poursuivis par la revue *Passages* (Passez, passez, passez, les Hébreux).

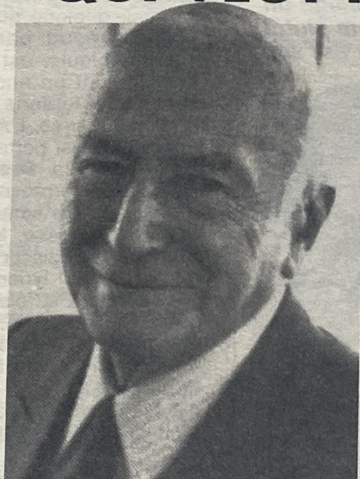
Ce qui s'ajoute aux poursuites engagées par le nommé **Pierre Joxe**, ministre abusif (ô combien) de la Défense nationale, contre **Michel Collinot**, **Roger Holeindre**, **Serge Martinez**, **Pierre Durand** et moi-même.

Citons encore un procès intenté par la LICRA au *Choc du Mois* pour son numéro de septembre.

Cette conjonction de poursuites judiciaires est peut-être l'effet d'une simple cohen-cidence.

C'est, franchement, ce que je crois.

De toute façon, c'est avec plaisir que je me retrouverai, en ma qualité de directeur de *National Hebdo*, à l'audience de la 17e chambre correctionnelle, en octobre, en novembre, en décembre de cette année ou en janvier 1992, pour


Encore un rendez-vous à la 17e...

des débats présidés par M. **Grellier**, s'il est encore là.

La partie civile sera représentée par Me Zaoui, qui est le conseil habituel de la chère (très chère) LICRA.

Hier, il y avait *Zazie dans le métro*.

Il y a, maintenant, Zaoui dans le Barreau.

Il faut dire que le second est beaucoup moins rigolo que la première.

Et que pour dérider les foules, son compère habituel, Me **Jouanneau**, franchement, c'est pas le pied.

Marathon Maître

On lui donne la parole à 16 h 30. A 20 heures, il persiste. Vous vous dites que vous allez passer la nuit au palais de Justice.

Me Jouanneau, c'est **Marathon Maître**.

J'ai fait sa connaissance il y a bien longtemps. Au début des années 80. Il plaidait devant une chambre civile pour la famille de feu l'espion **Curiel**, suite au bouquin que j'avais écrit sur le réseau de l'espion.

La chambre civile, je déteste. Il n'y a pas de témoins. Il n'y a pas de débats. Vous n'avez pas le droit d'ouvrir la bouche. Sauf si le président du tribunal daigne vous poser une question.

C'est vous dire si on s'amuse...

Donc, Marathon Maître plaidait. Je dormais. Soudain, un fracas terrible. J'ouvris les yeux. Me Jouanneau avait disparu.

J'eus très peur. Pour lui d'abord. Je me dis : « On l'a tué ».

Pour moi, ensuite. Je me dis : « On va dire que c'est toi ».

En y regardant de plus près (je suis fort myope), je vis qu'il était à terre. On s'empressait autour de lui. J'étais distant de dix bons mètres. Il était difficile de faire croire que je l'avais (méchamment) poussé.

Je respirai.

Par la voix de Me Jouanneau, la famille de feu l'espion et ses potes (dont certains, ecclésiastiques) ne me réclamaient pas moins de 130 millions d'anciens francs de dommages et intérêts.

Je fus condamné. Je survécus.

Un qui n'avait plus un poil de sec, c'était mon éditeur, **Jean Picollec**.

Le malheureux était aux abois. Devant le scandale que j'avais provoqué, il s'était converti (très provisoirement) à la religion judaïque.

Je veux dire que ce Breton avait troqué les menhirs de Carnac, contre le Mur des lamentations.

Je m'en tirai avec 10 000 francs de dommages et intérêts à la veuve de feu l'espion. Je repris mon souffle. Picollec aussi.

Tout ceci pour vous dire que François et moi, nous nous retrouverons à la fin de l'année, ou au début de l'année suivante devant la 17e (salut à vous, gentils soldats de la 17e) sans trop redouter l'évanouissement.

R.G.

***PS** - Je me permets de communiquer au Breton quelque peu indépendantiste, Jean Picollec, que l'invasion de son territoire a commencé : les immigrés (Vikings) débarquent. Leur chef serait un certain **Mabire** (Jean) qui aurait constitué une tête de pont à Saint-Malo.*

ANDRÉ DHÔTEL

Citoyen de la poésie

L'homme qui vient de mourir, le 22 juillet, à plus de quatre-vingt-dix ans, n'a jamais vraiment appartenu au monde littéraire, avec tout ce que cela suppose de complicité de la part des faiseurs de réputation et de conformisme de la part de ceux qui se soucient davantage de plaire aux critiques et aux échotiers qu'à leurs lecteurs. Il ne faut donc pas s'étonner que la "clientèle" (horrible terme) d'André Dhôtel soit relativement peu nombreuse, mais son admiration pour celui qui vient de disparaître n'en est que plus exigeante et plus fervente. Leur initiateur a beau avoir écrit une trentaine de romans et une vingtaine d'ouvrages divers, contes, chroniques, récits, poèmes, rêveries, promenades, critiques, sans compter quelques pièces de théâtre, il n'a jamais été vraiment un auteur à la mode. C'est sans doute ce qui, aujourd'hui, le rend si précieux et même si nécessaire. Quelle ferveur chez ceux qu'il enchante ! Il a tenu une place plus grande qu'on ne croit, entre Vialatte et Jean Follain. On aurait tort d'en faire un écrivain "régionaliste". Pourtant, il apparaît par toutes ses attaches sentimentales, comme un écrivain "populaire", artisan sans doute plutôt qu'artiste. Et qu'il soit lu des enfants est son honneur.

On sait, parce qu'il l'a souvent répété, qu'André Dhôtel est né, le 1er septembre 1900, à Attigny dans les Ardennes, et qu'il a passé son enfance à Autun, dans le Morvan, où il s'est toujours senti exilé. Cependant, il ne se veut pas écrivain enraciné. Simplement, il est d'un pays et pas d'un autre.

Cela lui importe sans doute beaucoup, sans qu'il en fasse une théorie pour autant. On ne trouve jamais de parti pris idéologique chez cet homme qui va pourtant avoir pour métier d'enseigner la philosophie, ce qui le promènera au cours de sa vie dans un certain nombre de sous-préfecture paisibles, de Provins à Valognes.

Riverain de l'Aisne, donc. Ni Champenois, ni surtout Wallon. Mais du Nord, de ce Nord au sens large qui n'est pas un département, mais tout un univers considéré comme étrange et même étranger par ceux qui n'en sont point. Septentrional de tempérament comme d'autres sont Méridionaux, André Dhôtel est un homme qui parle peu et lentement.

Il observe. Découvrir un champignon, converser avec les insectes et les poissons, connaître le nom des fleurs, tout cela devient chez lui, au fil des ans, une passion paisible, qui voisine fort bien avec une autre observation, narquoise et attendrie tout ensemble, celle des personnages qui l'entourent, à commencer par les hommes et les femmes de son pays.

Les choses et les gens prennent avec lui une dimension toute particulière et l'on devine assez vite que chaque individu comme chaque souvenir est unique et irremplaçable. Point de nostalgie d'ailleurs, mais de la curiosité. Pas un comme lui n'a élevé la flânerie au rang d'une vertu théologale.

Une contrée merveilleuse

Cet homme qui va beaucoup écrire n'est pas un écrivain comme tant d'autres, avides de renommée. Il ne choisira d'ailleurs pas des héros qui puissent produire grand effet. Il préfère *« les êtres banalement aimés qui sont à découvrir toujours »*.

Il aime les petites histoires, les "cancans", diraient ceux qui haïssent la province, comme si Paris n'était pas la ville la plus cancanière de l'Hexagone.

Hors de son petit pays natal, que son ancien élève **Patrick Reumaux**, qui reste son fidèle, nomme le "Dhôtelland", il se prend de passion pour la Grèce, seule terre qui ne lui soit pas étrangère, vieux Dorien voyageur, ébloui par le soleil, retrouvant dans les colonnes des temples l'élan vertical des arbres de sa forêt.

A part *Campement*, paru en 1930, ce sanglier solitaire musarde longtemps avant d'écrire, pendant la guerre, en 1943, largement quadragénaire, *Le Village pathétique*. L'ouvrage est publié chez Gallimard, à qui il donne un autre roman en 1945 : *Les Rues dans l'aurore*.

Dix ans plus tard, André Dhôtel connaît le succès avec un livre qu'il ne considère pas comme son meilleur, mais qui lui a valu d'innombrables amitiés : *Le pays où l'on n'arrive jamais*.

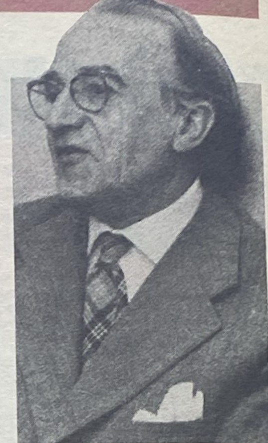
Cette recherche d'une contrée merveilleuse, où l'on peut voir quelque quête du Graal revécue par deux enfants éblouis, est incontestablement un enchantement, dans le sens brocéliandien du terme. L'Ardenne y devient aussi porteuse de mythe que la Bretagne. Cette longue errance juvénile peut être lue comme une leçon de sagesse. Mais on peut aussi se laisser emporter par le seul lyrisme d'un univers tout à la fois fantastique et quotidien. A une époque où triomphait le "roman noir", André Dhôtel a eu le courage et la naïveté d'écrire un "roman vert" dans toute la saveur du terme.



Entre Simone Valère et Jean Desailly en 1947.

Un auteur inclassable

Rare romancier qui sait raconter une histoire sans cesser d'être poète, il nous donne, strictement mesurée, la densité des images : l'eau qui court, une cheminée qui fume, un bonhomme qui marche ou qui pêche.



Une place plus grande qu'on croit.

Ceux qui ne le connaissent pas peuvent lire *Les Chemins du long voyage*, *Le Ciel du faubourg*, *Le Maître de pension* ou *Le Train du matin*. Il n'est pas certain qu'ils soient séduits par tant de modestie et tant d'indifférence à toute prétention : *« Moi, je n'en ai pas d'idées. Ce qui m'intéresse, c'est le caractère épisodique d'un pays, ce sont les détails, et c'est à travers les détails qu'on se fraye un chemin... »*

Il évoque très bien la nécessité de prendre son temps. Ce n'est certes pas dans le vent et Dhôtel est l'antidote de *L'homme pressé* de **Morand**.

Dans son recours aux forêts, cet Ardennais appartient finalement, sans en avoir l'air, à la grande race des rebelles. Il n'y a pas que la passion de l'entomologie qui le rapproche d'**Ernst Jünger**. Il a su mieux qu'un autre, sans invective, haïr profondément les temps modernes et les illusions du progrès.

On croyait ce professeur de philosophie fort vertueux. Alors qu'il est, finalement, espiègle.

Totalement inclassable, ce qui restera comme son plus grand titre de gloire, il n'a rien d'un sceptique. Il ne croyait pas à l'incroyance. Il vécut dans l'observation — et la familiarité — de Dieu, de ses saints et la Création, où les êtres comme les plantes et les choses possèdent une part de mystère et de surnaturel.

J. M.

JEAN-CLAUDE
LAURET

Livres-service

CAPITAINE ET FLIBUSTIERS
de Alain René Lesage

Lesage est l'exemple même de ces auteurs « classiques », victime de l'enseignement de la littérature française dans les classes du secondaire. Le siècle ne manque pas, il est vrai, de figures gigantesques. Lancé dans une folle course d'obstacles qui consiste à terminer un programme pléthorique, le pauvre homme et son œuvre sont abordés à toute vitesse, quand ils n'ont pas fait l'objet d'une de ces impasses qui plongent dans l'angoisse le candidat au baccalauréat. Les élèves épris de belles lettres savent qu'il fut en ce XVIIIe siècle turbulent, l'auteur de *Turcaret*, pièce de théâtre qui fit scandale en son temps, et de *Gil Blas de Santillane*, roman picaresque quelque peu débraillé, grouillant de personnages tumultueux. A peine effleuré au cours de ces « humanités », Lesage et son œuvre sortaient vite de la mémoire.

Les aventures de monsieur Robert Chevalier, dit de Beauchesne, capitaine de flibustiers dans la nouvelle France, publié en 1734, est un véritable petit chef-d'œuvre. Le héros de cette histoire épique, natif du Canada, rêve, quand il est enfant, d'être enlevé par les Indiens et de vivre avec eux. Un beau jour, les Iroquois débouchent de la forêt et attaquent une petite colonie de « visages pâles ». Ils emportent le gamin avec leur butin. Le rêve devient réalité. L'aventure ne fait que commencer. Le bonhomme, devenu plus indien que nature, va, après des péripéties, se retrouver dans la peau d'un flibustier. Il se distingue, se fait remarquer par ses hauts faits, devient bientôt capitaine, accumule les écus et n'est pas sans faire bien des conquêtes.

Ce « sauvage » croise au cours de sa tumultueuse existence une fière amazone, la poursuit, sans pouvoir la prendre à l'abordage.

Lesage fait succéder les enlèvements, incarcérations, les combats sur terre, sur mer. Des gentilhommes tourbillonnent, des bandits surgissent. Lesage peut prétendre incarner parfaitement l'écrivain de la Régence. Il est vif, rapide, élégant. Sa plume court et elle étincelle. Il fait succéder anecdotes et situations en n'oubliant jamais de faire montre, au détour d'une phrase, d'humour et d'ironie. Il sait fort bien se moquer, sans y paraître. Quel joli conteur ! Il transporte, ravit. Captivant.

Phébus. 145 F



Un flibustier prêt à l'abordage

POLICIER

LES SEPT CADRANS
d'Agatha Christie

Huit pendulettes placées autour d'un lit devraient suffire à réveiller le plus endurci des dormeurs. Mais toute les sonneries du monde, hormi celles du jugement dernier, ne sauraient réanimer celui qui est passé de vie à trépas, même si le huitième réveil a disparu, projeté par la fenêtre. Impossible de s'endormir avant d'en avoir fini avec cette superbe mécanique de précision.

Le Masque. N° 44

LES ENQUETES D'HERCULE POIROT
d'Agatha Christie

Publiées en 1925, ces nouvelles permettent de suivre le désormais très célèbre détective belge, qui cache dans son crâne en forme d'œuf des myriades de cellules grises jamais en repos. Aucun mystère, aussi épais soit-il, ne peut lui résister. Le voici en ses œuvres, et quel plaisir de le suivre dans ses brillantes enquêtes !

Le Masque. N° 1014

DOCUMENT

GEORGES BRASSENS
de Louis Jean Calvet

Troubadour de notre étrange époque, Georges Brassens s'en est allé il y a dix ans déjà, pousser la chansonnette au paradis éternel. Le voici chanté en une volumineuse biographie rédigée avec une complicité affectueuse.

Lieu Commun. 120 F

MÉMOIRES
d'Hector Berlioz

Il serait vain d'attendre de l'auteur d'avoir quelque distance par rapport aux événements ou aux personnages qu'il décrit dans ce journal plein de passion et de fougue. Berlioz brosse des portraits rutilants et d'un romantisme échevelé. Il se montre parfois injuste, partial, écorché, meurtri, incompris ou complaisant. S'il faut se méfier de son témoignage, il faut lui être gré d'avoir réussi à exprimer l'atmosphère de cette période bien turbulente et bien souvent excessive.

Flammarion. 280 F

DOCUMENTS

LE PASSAGE DE LA MER ROUGE
de Denis Lensel

Dans une société de plus en plus déchristianisée, un éditeur, même s'il publie essentiellement des ouvrages consacrés à la religion, devrait savoir qu'il est dangereux de se servir d'un passage de la Bible, aussi célèbre soit-il, pour faire un titre.

L'auteur n'a pas l'intention de raconter une nouvelle fois la fuite des tribus des enfants d'Israël quittant sous la conduite de Moïse la terre d'Egypte. Son propos est tout autre. Il entreprend de raconter avec force détails la longue et difficile existence des catholiques des pays de l'Est, qui furent enfermés pendant plus de quarante ans derrière le rideau de fer. Sous le joug du communisme, ils furent au cours de toutes ces années soumis à une multitude de tracasseries, de vexations, quand ce n'est pas de véritables persécutions.

Voici donc, pays par pays, l'histoire de ces églises condamnées au silence. Celles-ci eurent leurs martyrs, et peut-être demain auront-elles leurs saints... Cette longue geste de cette « traversée du désert » est tout à fait édifiante.

Fleurus. 120 F

SIX MILLE MUSÉES ET COLLECTIONS EN FRANCE (Guide Seat 1991)
par Alain Morley et Guy Le Vavasseur

L'année dernière, les auteurs de ce guide qui est pour l'amateur d'art et de curiosité ce que le *Michelin* est pour la gastronomie, avaient recensé 5 000 musées. Ils en ont trouvé mille de plus dans l'édition de cette année, à croire que la France et les Dom-Tom subissent en ce domaine une véritable inflation, bien sympathique au demeurant.

Naturellement, il faut comprendre le mot musée dans son sens le plus large. Il s'agit d'un lieu où des objets se trouvent être exposés et qui est accessible au public. Les musées sont classés par localités et par département et font l'objet de renseignements précis. Tous les innombrables curieux qui se sont déplacés pour visiter un lieu et qui se sont heurtés à une porte close, apprécieront, en particulier, de trouver les heures, les jours ou les mois d'ouverture et de fermeture. En ces temps de vacances, voici une excellente occasion de partir à la découverte de bien des trésors, grands ou petits.

Le Cherche Midi. 98 F


COUP DE SOLEIL ?
Non ! crise d'ENFLURticaire
BÉRÉ BÉRÉ BÉRÉ GO
QUID NOVI SUB SOLE ?
RIEN ! LA Routine !
LALONDE MENACE DE DEMISSIONNER
AMPUTATION DU BUDGET DE LA DEFENSE
BUDGET DE L'ARMÉE
LONGUET Y VIENT TOUT DOUCEMENT !
"LA VIE EST UN COURT PASSAGE...
SUREMENT BLACKBOULÉ SANS LE FN
PEUT-ÊTRE ÉLU AVEC LE FN
MAIS LA SURVIE (politique) EST UN LONG GUÉ....
AGITATION HARKIE
Je ne vais tout de même pas me laisser HARKiquiner
L'INSEE PRÉVOIT DE L'IMMIGRATION JUSQU'EN 2020 !!!
ET Pourquoi pas, tout simplement L'INSEEmination artificielle et obligatoire des femmes françaises par de la semence de potes.
L'INSEE : LA FRANCE AURA DEMOGRAPHIQUEMENT BESOIN D'APPORTS ÉTRANGERS
FAMILLE FRANÇAISE
Monsieur Bianco ! et pourquoi pas des papas Français avec des mamans Françaises !!
Parce que la seule chose qui compte c'est le TONTON !
BESOINS DEMOGRAPHIQUES DE LA FRANCE
LES GENTILS BEURS À LA CAMPAGNE
Chère Madame Cresson, nous avons là quelques secteurs ruraux où le FN a du mal à s'implanter. Ne pourriez vous, SVP, demander à BIANCO d'y envoyer quelques colonies de ses petits potes préférés ?
CARL LANG
PREPARATIFS ELECTORAUX
LEGISLATIVES
CANTONALES
REGIONALE
Pinatel

PROVENCE
ALPES-CÔTE D'AZUR

RÉDACTEUR EN CHEF PIERRE DÉMARET


JOËL HAUG parle à Samuel Maréchal

Après la visite de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille par une délégation du Front National conduite par Bruno Mégret, nous ouvrons nos colonnes à Joël Haug, délégué régional PACA de Force Ouvrière et surveillant aux Baumettes. Il est entré dans l'administration pénitentiaire il y a dix ans.

UN "MATON" EN COLÈRE PARLE ...

***National Hebdo* — Quelle est la situation aux Baumettes ?**

Joël Haug — Tout d'abord, je tiens à me féliciter de la venue de Bruno Mégret alors que bien d'autres, tels **Tapie** ou **Vigouroux**, ne se sont jamais manifestés. Ici, la situation est alarmante pour les surveillants. Par contre, en ce qui concerne les détenus, c'est un « club Med » qui a été aménagé. Ils y sont bien, sauf quelques-uns qui s'évadent encore.

***N.H.* — Un détenu coûte aux contribuables 150 000 F par an environ ?**

J.H. — Oui et ici aussi il y a surnombre, environ 2 000 détenus pour 1 000 places. Cela devient préoccupant, voire catastrophique, lorsque l'on sait qu'un surveillant a en charge 140 prisonniers qui pour la plupart sont en lutte ouverte contre nous. Agressions verbales et physiques se multiplient entraînant une escalade de violence ajoutée aux problèmes de drogue.


Bruno Mégret... dénoncer sans cesse l'insécurité

***N.H.* — Le directeur des Baumettes a annoncé que 30 % de la population carcérale était immigrée.**

J.H. — Vous savez comme moi que l'on peut jouer avec les chiffres. Les surveillants ne les connaissent pas. Mais ce dont je suis certain, c'est qu'au moins 50 % des détenus sont de confession musulmane.

***N.H.* — Quels sont les responsables ?**

J.H. — Les 16 000 surveillants en France ne sont que des éxécutants. Ils sont aujourd'hui les derniers remparts de la société. Depuis des années, nos gouvernants tirent « le diable par la queue ». Une politique laxiste a été instaurée entraînant un relâchement de la discipline. Ils cèdent sans arrêt aux pressions des détenus. Sous prétexte « d'humanisation des prisons », on a supprimé des hygiaphones dans les parloirs permettant par là-même l'entrée en force de la drogue. Nos directeurs sont déjà à l'an 2000 alors que nous, les surveillants, sommes en 1900. Nous sommes les serfs modernes qui avons « notre Bastille » à faire tomber. C'est un ministre de l'injustice qui est en place. **Nallet**, on ne l'a jamais entendu, et **Chalandon** voulait gérer les prisons comme les autoroutes.

***N.H.* — Vous n'avez pas l'impression de parler comme Jean-Marie Le Pen ?**

J.H. — Peut-être que c'est ce que dit monsieur Le Pen. Mais en tout cas, c'est la voix de la sagesse et c'est ce que pensent les surveillants. En 1989, Jean-Marie Le Pen a été le seul à les soutenir publiquement.

***N.H.* — Que pensez-vous de la dernière grâce présidentielle ?**

J.H. — Cela va peut-être décongestionner le système, mais on met en liberté des personnes condamnées par la Justice et dans cette « charrette de grâce » on trouve même des agresseurs de surveillants. Nous sommes amers, d'autant que ce n'est qu'un cataplasme sur une jambe de bois.

***N.H.* — Comment envisagez-vous la rentrée ?**

J.H. — Elle sera chaude. Nous en avons assez d'être pris pour les éboueurs de la société. Il faut un « plan 13 000 » régional, qui tienne la route. Nous voulons être dirigés par des hommes compétents et de terrain et non par des « passagers ». S'il le faut, nous repartirons comme en 1989.

(Propos recueillis par Samuel MARÉCHAL).

LA REPRISE DE L'OGCN UN COUP DE PO...LITIQUE

Si la reprise de l'OGC Nice, qui a déposé son bilan, ce qui a occasionné sa descente en seconde division, n'est pas une affaire politique, nous voulons bien aller nous faire pendre.

Après **Tapie**, **Estrosi** et consorts, voilà que se manifeste l'ex-homme de chez **Ricard**, comme **Pasqua**, le maire de Cannes, **Michel Mouillot**.

Mouillot, le maire d'une des villes les plus endettées de France se pose en repreneur, et il déclare : « Le sort de Nice ne m'est pas indifférent, celui du club de football comme celui de la ville de Nice dont l'image de marque est devenue négative ce qui est préjudiciable à tout le département »

Le département, en fait, Mouillot s'en préoccupe puisque, à court terme, il brigue la présidence du conseil général des Alpes-Maritimes laissé vacante par **Jacques Médecin** et reprise par un.. minable sourcilleux, ami d'un des petits barons rouges du quotidien local, *Nice Matin*.

Nice Matin qui aurait été un bon sponsor pour sauver un club qui le fait vivre en partie, mais qui n'a pas voulu, dans la tradition bavastrienne, lâcher un fifrelin.

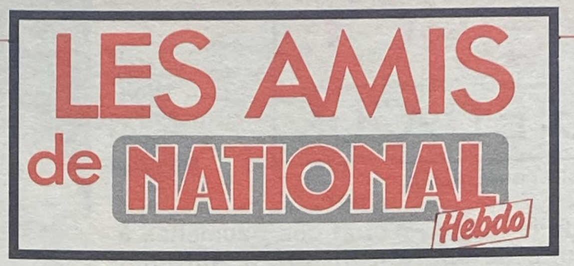
L'OGCN est au trente-sixième dessous. Il n'est, en fait, à ce jour, qu'un jouet à utiliser par des politiques à la recherche d'une pseudo-publicité sinon d'un pseudo-pouvoir. A l'exemple de ce pauvre **Bonny**, l'adjoint aux sports de Nice qui est aussi zozo que la terre est ronde. Il a l'ambition de faire semblant d'être.

Difficile !

D.P.

ELLE EST BELLE NOTRE JUSTICE

● Dernièrement, un déficient mental de 19 ans a été violé par deux individus âgés de 19 et 22 ans. Cela se passait à Carpentras. Le duo a pu être arrêté et le plus âgé a avoué s'être livré à de telles pratiques dans un centre de rééducation à Apt, non loin de Carpentras. Que croyez-vous qu'a fait le juge d'instruction devant qui ils ont été présentés ? Il a ouvert une information et... et les a laissés en liberté. Pourtant, l'un comme l'autre étaient déjà fort connus des services de police pour divers « casses » commis dans la région. Les bras vous en tombent !



RÉDACTEUR EN CHEF MICHEL COLLINOT ASSISTÉ DE MICHEL MIOT

L'Université d'été du FNJ s'est déroulée du 22 au 28 juillet à Neuvy-sur-Barangeon, au Château Saint-Louis sous la direction de Martial Bild et Guillaume Ficquet, avec l'assistance de Damien Bariller et sous le contrôle de Roger Holeindre. Le samedi 24 août prochain, les Français nationaux et les amis de *NH* convergeront sur la Trinité-sur-Mer, petit village du Morbihan, qui résiste toujours et encore à l'envahisseur et dont l'enfant le plus célèbre a pour nom Jean-Marie Le Pen. Ils se retrouveront au nombre de 2 000, le 30 août à l'issue de l'Université d'été du FN, qui se déroulera à Beaune, pour le banquet de clôture de ladite Université, qui sera présidée par le même Jean-Marie Le Pen.
Le jeudi 19 septembre, ils seront à Paris au Palais de la Mutualité pour exiger la démission de Joxe et le vendredi 20 septembre à Strasbourg pour le troisième banquet des Amis de NH.



LE SALUT DE LA JEUNESSE A "POPEYE" BÂTISSEUR D'EMPIRE

Vendredi 26 juillet. 19 heures. Retour d'Auvergne. A partir de la Creuse, les murs et les panneaux sont tapissés par les affiches du FN. Les "**Le Pen**, vite" sont partout. En arrivant dans le Cher, l'affichage est plus dense encore. Je vais retrouver chez Popeye, alias **Roger Holeindre**, le président du Cercle National des Combattants, locataire des lieux, membre du bureau politique du FN.

Popeye, je l'ai connu en septembre 1965, 10 rue Quincampoix, au retour de la caravane d'été, du "Cirque Tixier". Il sortait de prison, en tout bien tout honneur, pour avoir dirigé le maquis Bonaparte en Algérie. Au 10 de cette rue Quincampoix, qui fut l'immeuble du Bossu, et dont Jean-Marie Le Pen, alors secrétaire général du Comité, était le gérant, c'est là que se sont connus les garçons et les filles de mon âge, les jeunes du Comité " T.V.", Roger et **Noëlle**, **Myriam** et **Christian Baeckeroot**, **Dominique Chaboche** et **Nanou**, **Marie-France** et **Jean-Pierre Stirbois**.

On devait le Comité "T.V." à Jean-Marie Le Pen, le restaurant de l'immeuble du Bossu à Popeye. Sans eux, bien des idylles n'auraient pas eu lieu et l'histoire en aurait été changée.

Je franchis la grille du château Saint-Louis. Quel changement ! En 1985, c'était une ruine : « plus une vitre, et de la broussaille partout », m'explique **Jean d'Ogny**. C'est aujourd'hui une splendeur, Versailles-sous-Barangeon. Les jeunes ne s'y trompent pas. Roger est leur idole, comme la nôtre en 1965. A vingt-six ans de distance, le bâtisseur d'Empire garde intacte la confiance de la jeunesse, ce qui ne trompe pas. Pas seulement de la jeunesse, puisque — les deux derniers congrès du FN en témoignent — il arrivait en 1985, comme en 1990, en deuxième position dans un mouchoir, derrière **Carl Lang**, notre secrétaire général, qui est un pur produit du FN.

Sitôt arrivé, Martial Bild et Guillaume Ficquet m'accueillent. Martial baigne dans l'allégresse : ***« Nous sommes 180. Nous attendons encore une vingtaine d'arrivants pour cette nuit, dont ceux de la Moselle. »***. On annonce, sur ces entrefaites, le dîner. Roger est là, qui surveille l'opération cantine. La bouffe est bonne, une soupe onctueuse, une omelette baveuse, des lentilles un peu farineuses, du fromage, des pêches et des abricots. C'est avec Damien Bariller, fidèle second de **Bruno Mégret**, futur rédacteur en chef de *La Lettre de Jean-Marie Le Pen*, que je fais la conversation. Il me dit que tout se passe bien, que le niveau est excellent, que les "universitaires" travaillent d'arrache-pied, avec lever des couleurs à 7 heures et extinction des feux entre minuit et deux heures du matin.

C'est l'heure de la conférence du soir : je parle durant vingt minutes des BBR 91 devant le Forum de la Jeunesse, des BBR 91 prévues le samedi 12 octobre au Bourget, puis du Comité Anti-**Joxe**, dont le secrétaire général n'est autre que l'ami Roger. A l'évocation de son passé, les jeunes se lèvent et scandent son nom trois minutes durant.

Je dénonce la dérive maffieuse en Corse et les liens entre Joxe, **Rossi**, le traître de l'UDF, et **Orsoni**, le président du mouvement pour l'autodétermination, frère de l'autre Orsoni, assassiné lors d'un règlement de comptes entre trafiquants de drogue. Le but des séparatistes corses, c'est de faire de notre Ile de Beauté une plate-forme avancée de la maffia américano-italienne. Je cède la parole à Roger qui va parler une heure et demie, des DOM-TOM et de son projet de repeuplement de la Nouvelle-Calédonie. « Il y a là-bas, la place pour 250 000 métropolitains et les Canaques, avec un C ou avec un K, ne sont que 65 000 ».

Roger est merveilleux parce que sincère. Lorsqu'il en a fini, il faut plus de cinq minutes aux jeunes, debout pour l'applaudir.

Puis, c'est la veillée autour d'un feu de camp. Puis, ce sont nos chants, au cœur de la nuit : *Les héros d'autrefois*, *J'ai vu mourir un pauvre gosse*, *les Partisans blancs*... La veillée n'en finit pas. Robert, jeune responsable de l'Essonne, entonne le *Nous sommes un peuple qui a beaucoup souffert*... Le RAP est à l'ordre du jour. Carl Lang en est partisan, il le dit : « Le RAP c'est le retour des Africains au pays »

M. C.

LE MOT DU PRÉSIDENT

D'abord, vous dire merci ! Notre association s'étoffe, se muscle, s'organise. Grâce à vous, amis fidèles aux postes de combat, amis généreux qui avez répondu, une fois de plus, à nos appels déjà si fréquents. Mais chaque clou dans le cercueil de ce régime pourri, c'est vous qui l'enfoncez ; chaque pelletée de terre sur la charogne nauséabonde, c'est vous qui la jetez. Il reste encore des clous et de la terre pour les retardataires ! Vous verrez que nous finirons par refermer leur misérable tombeau.

On dit qu'**Amabotte** sera bientôt **Didi-la-Teigne**. On dit que le **Tapie** est de moins en moins volant. On dit que jamais sondages ne furent plus cruels à ceux-là mêmes qui les commandent. Mais on ne dit pas, ou on dit le moins possible, que **Le Pen** est aujourd'hui l'incontournable, l'inévitable, le cauchemardesque des ripoux en place. On ne dit guère qu'il est de plus en plus évoqué par les Français inquiets, envisagé par les politologues comme le recours obligé.

Nous, nous le savons !

Il fallait le talent de **François Brigneau** pour m'emmener au bout d'une double page sur le Tour de France ! Relisez son article : tout est dit sur l'effort, le courage, la race. Mais aussi sur le mercantilisme et l'amuse-galerie. Notre société y est finement décrite.

"Edith Charter" (rendons à **Nouyrigat** ce qui revient à l'illustre gourmet) va rater son atterrissage de rentrée comme elle manqua son décollage de printemps. **Charasse** se shoote à l'**Estrosi**. **Joxe** et **Nallet** échangent des adresses d'avocats habiles. **Marchand** ne sait plus à quelle loge se vouer. Comme ils sont plaisants, nos ministricules empanouillés dans l'Urba, faute d'avoir fait de l'urbanisme.

Encore un petit coup de banlieue frémissante, un soupçon de **Boucheron** d'Angoulême, une larme sur un voyou blessé et un zeste d'indifférence insolente envers les flics morts en service. Tout est prêt pour l'ultime coup de pied au cul qui les ramènera sur leurs égoûts de départ.

Bonnes vacances, amis de NH.

Jean-François GALVAIRE

ILS NOUS SOUTIENNENT

D.R	37170	Chaulnay	200
R.B.	39690	Cheroy	100
M.S.	13470	Carnoux	150
A.M.	34740	Vendargues	500
R.R.	68000	Colmar	100
R.J.P.	13390	Auriol	150
S.C.	91220	Bretigny	100
A.G.	65710	Campan	100
J.B.	83550	Vidauban	150
G.L.	26260	Saint-Donat	150
M.S.	16800	Soyaux	100
K.M.	56100	Lorient	500
J.C.V.	37300	Joué-les-Tours	300
G.A.	07500	Granges	100
M.G.	13380	Plan de Cuques	200
I.L.	83210	Solliès	500
A.S.M.	76620	Le Havre	200
C.L.	92420	Vaucresson	750
J.P.	54350	Mont-St-Martin	100
G.M.	33540	Sauveterre	200
P.E.	75009	Paris	1 000
V.J.	18600	Sancoins	150
C.L.	94360	Bry-sur-Marne	150
V.J.	44100	Nantes	200
D.C.	91170	Viry-Chatillon	150
M.E.	92200	Neuilly	500
D.M.	75014	Paris	500
G.A.	49640	Chemiré	50
D.H.	13840	Rognes	200
J.L.V.	01480	Frans	250
B.M.	75013	Paris	250
G.C.	92160	Antony	150
F.G.	47150	Laussou	250
J.A.	31800	Saint-Gaudens	200
J.E.	17600	Saujon	300
C.M.	60300	Senlis	100
J.B.	78620	L'étang-la-Ville	100
F.J.	77500	Chelles	200
A.C.	44600	Saint-Nazaire	200
K.G.	67000	Strasbourg	200
C.L.	06110	Le Cannet	150
P.A.	74000	Annecy	400
L.L.	78300	Poissy	300
C.M.	92200	Neuilly	1 500
H.J.	44100	Nantes	300
C.J.	94400	Vitry	500
G.C.	93200	Saint-Denis	100
R.d.B.	75015	Paris	500
H.C.	57730	Valmont	100
E.D.	71133	Saint-Loup	150
A.B.	77400	Lagny	150
J.R.	78200	Mantes	250
D.P.	30100	Arles	100
G.S.	77490	Les Coucheaux	100
B.P.	26100	Romans	300
G.L.	83100	Toulon	300
R.C.	33560	Carbon	300
H. de Mesnay	91540	Mennecy	500
CC/RI/JB		Australie	561
V.H.	38200	Serpaize	150
T.P.	21700	Nuits-St-Georges	200
H.N.	83400	Hyères	100
C.M.	75012	Paris	250
L.P.	37000	Tours	200
A.G.	34970	Lattes	200
C.C.	73700	Bourg-St-Maurice	100
D.L.B.	82700	Montech	100
S.A.	21200	Beaune	300
L.S.	91420	Morangis	150
M.A.	89570	Neuvy	500
M.E.	25000	Besançon	150
C.M.	74500	Evian	500
D.C.		Belgique	250
D.E.	97170	Baie Mahault	500
N.T.	69001	Lyon	100
E.M.	24100	Bergerac	250

UN TRÉSOR DE GUERRE POUR NH

Notre souscription des Amis de National Hebdo commence à porter ses fruits.

Nous avons un objectif : le 10 octobre 1991.

Pour cette date, il nous faut lancer avec un numéro prestigieux, NH dans chaque librairie, y compris dans les coins les plus reculés de la France profonde.

● Adresser à tous nos adhérents des autocollants et des tracts à distribuer autour de leur domicile.

● Gagner la bataille de la presse nationale.

Répondez à la souscription, aidez-nous !

Grâce à votre aide, le 10 octobre, nous créerons la surprise.

NH sera partout, avec Le Pen au cœur.

Il convient de rappeler que la souscription est un don et non une cotisation à l'association. D'autre part, nous demandons à chacun de nous préciser s'il souhaite voir son nom figurer dans la rubrique : « Ils nous soutiennent », ou s'il préfère ne voir mentionnées que ses initiales.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de National Hebdo à retourner à l'association 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

Téléphone ....

Verse la somme de .... F

ASSOCIATION DES AMIS DE NH

PRESIDENT D'HONNEUR : MARIE-FRANCE STIRBOIS

PRESIDENT :Mᵉ JEAN-FRANÇOIS GALVAIRE

BULLETIN D'ADHÉSION

Adhésion simple : 150 F

Adhésion de soutien : 500 F

Membre bienfaiteur : 1 500 F et plus

(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de NH à retourner à l'association, 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom ....

Adresse..............................

....

Code postal .... Ville ....

Téléphone ....

Adhère à l'Association et verse la somme de .... F

PRÉLÈVEMENT MENSUEL

Formulaire à adresser à l'Association des Amis de National Hebdo, 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

Nom,Prénom..............................

Adresse ....

....

Code postal ....Ville..................

Téléphone .... Profession ....

Titulaire du compte n° ....

Nom et adresse de la Banque ....

....

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir effectuer un virement mensuel de F..................

au crédit du compte suivant :

Compte n° 000 500 34 33 3 — Clé RIB 64

Chez SG Ag WAGRAM — Code banque 30 003

Code guichet 03183

Je désire que ce virement ait lieu le .... de chaque mois,

à partir de la date suivante ....

et ce, jusqu'à nouvel avis contraire de ma part.

Fait à .... le ....

Signature

PETITES ANNONCES

Médecin généraliste 30 ans, sérieux, cherche succession Paris secteur 1 pour 1992. Présentation à la clientèle ou travail en collaboration souhaité. Ecrire au journal (Réf. 358.01)

● Cse dém. 26/07 vds cuis. gaz 3 feux/four b. état + élém. cuis. haut et bas. Le tout : 600 F. Tél. : 49 61 01 97 (Réf. 366.03)

● Recherche meubles, tableaux, objets de décoration maxi 1900. Tél. : 46.65.94.65 (Réf. 367.04)

● Gendarme 24 a. quitte gendarmerie rais. pers., recherche emploi gardien de propriété privée, connaissances en agriculture. France entière. Ecrire au journal (Réf. 368.02)

Revue de presse bimensuelle sur Jean-Marie Le Pen et le Front National. 50 pages en moyenne chaque quinzaine Essai 3 parutions : chèque 100 F. à ATOUT - BP 1109 - 44005 Nantes Cedex 01 (Réf. 368.01)

● Part. FN vend voiturette Marden diesel sans permis. 89. 3 800 K. BE radio K7. 25 000 F. Tél. : 47 02 66 32 (Réf. 368.04)

● A louer août app. vue mer, Cayeux/Mer. 1 ch., 1 liv. 1 cuis. SdE, bains, WC. Tél. (après 20 h) : 22 87 15 16 (Réf. 368.05)

Tarifs TTC la ligne de 30 signes ou espaces

Demande d'emploi	15 F
Offre d'emploi	22 F
Immobilier	30 F
Divers	18 F
Commercial	30 F
Encadré	30 F
Domiciliation au journal	30 F

Dialogue... DE VOUS A NOUS ...

LA CRISE DE LA PRESSE

SUITE ET FIN

● Dans les deux articles précédents (n° 366 et n° 367), nous avons vu deux choses :

1) Qu'il y avait une crise sérieuse de la presse écrite provoquée par la concurrence croissante des autres médias (TV, radio), si bien que dans l'Ile-de-France, **64 % seulement de la population achètent un quotidien**. Crise aggravée par la chute récente des **annonces publicitaires**.

2) Que cette diminution de la publicité ne nous concerne pas, parce que depuis les débuts de *NH*, nous sommes l'objet d'un **boycott politique** qui frappe, au reste, toute la presse nationaliste depuis longtemps.

Il n'en reste pas moins que pour concurrencer les autres grands organes de la presse écrite, il y a environ **70 % de recettes qui nous manquent**.

De temps en temps, dans mon courrier, je trouve une lettre grincheuse. Celle de ce matin nous reproche de ne pas parler de l'affaire des Sables d'Olonne.

La lettre de ce correspondant nous est parvenue le mercredi 31 juillet. S'il ouvre le numéro du 1er août, il pourra constater que nous évoquons cette affaire des Sables d'Olonne qui s'est déroulée dans la nuit du vendredi au samedi (26-27 juillet). Il nous était vraiment très difficile d'en parler dans notre numéro du 25 juillet, Mme **Soleil** ne figurant pas encore parmi nos collaborateurs.

Nous nous en excusons vivement auprès du grincheux, lequel ajoute :

— Vous devriez avoir des informateurs partout...

Sans doute. Mais les informateurs partout du *Fig-Mag*, du *Nouvel Observateur*, de *L'Express*, du *Figaro*, de *Libération*, du *Monde*, de *Ouest-France*, de *Nice Matin* etc. ont entre eux ce trait commun : ils sont payés généreusement par les canards que je viens de citer.

Payés le plus souvent par les 70 % de publicité qui nous manquent.

Voilà ce que je réponds à notre correspondant qui a complètement oublié, en nous écrivant, de donner son nom et son adresse. Trait commun à beaucoup de grincheux, mot qui devrait logiquement rimer avec courageux.

Qu'est-ce qui peut remplacer la publicité défaillante ? **Le courage militant**.

En participant à la souscription que nous avons lancée, les **Amis de NH** ont apporté une première riposte. L'argent qu'ils nous versent représente pour nous un apport précieux sur le plan financier. Effort qui doit être poursuivi.

Mais il convient aussi que les **Amis de NH** nous fournissent des correspondants bénévoles dans toute la France.

De ce point de vue, un certain nombre de choses ont déjà été faites. Une rubrique comme "Douce France" a été, à 80 % alimentée par vous, amis lecteurs.

Ce qui a été fait pour "Douce France" doit être accompli dans d'autres domaines.

Dans les administrations de l'Etat socialiste, dans les entreprises, au sein de l'Education nationale, ou du ministère de la Culture, ou des Finances, ou dans les quartiers, les entreprises immobilières etc. il y a, à tout instant, des scandales qui couvent.

Vous pouvez nous aider à les faire éclater en nous les signalant. Vous pouvez faire partie **du réseau des correspondants de *National Hebdo***.

Dites-vous qu'une discrétion absolue vous est assurée. Et que c'est la force d'un journal comme le nôtre, à défaut d'avoir le pognon de messieurs les publicitaires, d'avoir partout en France, des **fidélités**.

Indispensables pour le combat que nous menons.

Roland GAUCHER

SANTÉ PUBLIQUE

de A. X. Paris

● Ce dont personne ne parle, c'est l'état de santé (?) des 100 000 clandestins annuels (AFN et Afrique noire) qui ne subissent aucun contrôle sanitaire (et pour cause), et qui représentent des sources de contamination dont on ne mesure pas encore, et l'ampleur, et le coût pour les [con]tribuables français.

Merci de comprendre ma discrétion, car je travaille dans un dispensaire parisien et il est inutile de vous communiquer le profil des rares malades exotiques qui se présentent, sans prise en charge;, mais porteurs d'affections qui, normalement, étaient considérées comme éradiquées dans nos contrées européennes.

CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

de Roger Lefebvre 45170 Chilleurs-aux-Bois

● Déjà sinistrée par un exode rural de plus de 80 %, depuis le début du siècle, l'agriculture française est, une fois de plus, mise à mal par le gouvernement, téléguidé par les eurotechnocrates et les financiers d'outre-Atlantique.

Cinq cent mille hectares de terres agricoles, en effet, vont être mis en jachère sur l'ensemble du territoire ! Comment ne pas ressentir avec tristesse et angoisse le gel de dix-mille hectares de riches terres céréalières du Pithiverais, compromettant ainsi toute l'économie, en amont et en aval de l'agriculture ?

Au moment où l'on parle d'exode rural, de la disparition de la petite culture, de la désertification des campagnes, au profit de concentrations urbaines, du type de celles qu'avait réalisées Ceaucescu, de la faim dans le monde, et de ses conséquences au niveau des épidémies, notamment, ne s'agit-il pas, en réalité, d'une nouvelle forme de crime contre l'humanité, perpétré par les bonnes consciences mondialistes à la solde des puissances de la grande finance internationale ?

NATIONAL Hebdo

Hebdomadaire d'informations nationales

Directeur de la publication : **Roland Gaucher**
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
Tél : **47.70.68.16** Télécopieur : **47.70.68.19**

RÉDACTION

Directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Le Journal d'un homme libre : François Brigneau
Le Journal d'un Méridional : + Gabriel Domenech
Rédacteur en chef : Jean Bourdier
Rédacteurs en chef adjoints : Jean-Claude Lauret - Eric Laffitte
Grandes enquêtes : Eric Laffitte
Politique : Michel Collinot, Michel Miot, Michel Roland, , Valterus, Yves de Verdilhac
Reportages : Marie-Claire Roy, Eric Sretten
Douce France : Eric Laffitte
Défense des Français : Pierre Descaves, Dr Perenna, René Duval, Raphaël Trigal
Lettre : Jean-Claude Lauret, Jean Mabire
Musique : Claude Gaillard
Télévision : Mathilde Cruz, Topoline
Finances : Georges Lauret
Cinéma : Célina Courtinat
Chroniques : Henry Coston, Jean Mabire, Célina Courtinat, Topoline, Jean Nouyrigat
Dessins : Pinatel, Aramis, Konk
Secrétariat de Rédaction : Emmanuel Cazenac
Maquettistes : Philippe Malbret, Umberto Kempner
Révision : Michel Miot
Service photo : Emmanuel Cazenac

SUPPLÉMENTS

SPECIAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Rédacteur en chef : Pierre Démaret
Rédacteurs : Frédéric Locuillet, Jacques Bouisset, Samuel Maréchal
Photos : Gérard Reilhac, André Devesa

LES AMIS DE NATIONAL HEBDO

Rédacteur en chef : Michel Collinot
Rédacteur en chef adjoint : Michel Miot
(ça bouge à droite)

ADMINISTRATION

Promotion : Lionel Payet
Abonnements : Mireille Muller.
Pub et relations presse : Valérie Delahaye
Comptabilité : Viviane Dubot
Secrétariat : Michèle Bonnot, Isabelle Viel.
Documentation : Elisabeth Bakhmeteff

TRIBUNES LIBRES ET DOSSIERS

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Secretaire General : Lionel Payet
Assistante : Marie-Claire Roy
Maquettiste : Stéphane Le Brieuc
Révision : Nicole Dupaty
Société éditrice : SANH
S.A au capital de 625 000 F durée : 99 ans à partir du 1/1/88
Siège social : 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
PDG : **Roland GAUCHER**
Commission paritaire : 63066
ISNN : 0761-8972
APE : 5120- SIRET : 344 140 322 00027
CCP 352 913 G PARIS
Tirage : 100 000 exemplaires
Imprimerie Sipnor Massy
Dépôt légal :

...avec nos lecteurs

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS

de M. Roux

(suite au questionnaire reçu par les survivants de 14-18, relatif au recensement de ceux-ci, effectué pour le 75e anniversaire des batailles de Verdun et de la Somme)

Monsieur le Ministre,

Mon Père, Omer Roux, dans sa 94e année, après 14-18 et une très dure vie de travail à la terre, mobilisé à nouveau en 38 et en 39, auquel a été remis la médaille militaire soixante-deux ans après, n'est plus physiquement en mesure de répondre au questionnaire que vous lui faites adresser. Je le ferai donc à sa place, dans la mesure de mes possibilités.

Il est proposé pour la Légion d'Honneur depuis des années, mais...

Monsieur le Ministre, quand un pays rend hommage de cette façon à ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la Patrie, sans en rien attendre, quand on attend qu'ils soient morts ou au bord de la fosse, pour leur accorder un semblant de récompense ou plutôt quelques félicitations à la veille d'élections quelconques, et quand aujourd'hui, nous, leurs descendants, nous constatons que cet héritage, qu'ils nous ont légué souvent au prix de leur vie, on est en train de nous en frustrer, dans un but que j'ose à peine supposer, je vous le dis, si je suis fier d'être Français, pour ce qu'a été le passé de mon pays, j'ai honte, aujourd'hui, car le respect des valeurs, l'honneur, la famille, le courage, la tolérance, tout ce qui a fait la grandeur de la France est bafoué !

Monsieur le Ministre, excusez mon écœurement, bien que ce soit passé de mode, je suis et resterai jusqu'à mon dernier souffle, un disciple de **Clemenceau**, un disciple de ceux qui aimaient d'abord la France et non les honneurs, l'argent et les combines, comme aujourd'hui.

AMIS DE N.H.

de Mme J. N. 94120 Fontenay-sous-Bois

Chers amis,

Nous sommes un couple retraité modeste, avec une seule pension militaire. Mon mari verse à *NH* 100 F par prélèvement mensuel.

Mais je ne résiste pas au plaisir de faire partie des Amis de NH moi-même, et disposant d'une petite tirelire, je me fais une joie de prendre une action NH.

Ci-joint mon chèque de 1 100 F. Bravo et bon courage à tous. Un seul but : la victoire.

de F. E. 30900 Nîmes

Veuillez je vous prie accepter ce modeste chèque de 150 F.

J'ai trop de plaisir quand je vais toutes les semaines chercher mon *NH*, que j'ouvre bien grand dans la rue pour que l'on voit mon intéressement à l'hebdo.

Ensuite, je le transmets à des amis ou connaissances de gauche (surtout socialos) qui ne me le refusent jamais et même le lisent entre eux ou en famille...

En vous souhaitant un grand succès pour l'offensive d'octobre. Bon courage à tous.

SCÈNE DE VIE QUOTIDIENNE

de G. R. 19100 Brive

Je vais vous conter une anecdote...

Hier après-midi, un individu de type maghrébin entre dans mon magasin — une bijouterie — et choisit quelques articles pour un peu plus de 7 000 F, pour faire un cadeau à sa femme.

Au moment de payer, il nous présente une carte bancaire dont le nom du titulaire m'était familier et ne correspondait pas au personnage. Demande d'explications, réponse embarrassée. Je téléphone à l'ami dont le nom était sur la carte. Pas d'erreur, la carte lui avait été volée par effraction une heure plus tôt.

Je téléphone à la police, je retiens l'individu qui n'oppose pas trop de résistance... et pour cause. Deux sachets de drogue seront trouvés sur lui par la police, et il sort les menottes aux poignets.

Ce matin, à l'audience des flagrants délits, j'apprends que ce monsieur aurait déjà eu douze condamnations pour divers motifs, qu'il venait d'avoir une remise de peine pour bonne conduite pour les deux ans qu'il était en train de purger, et qu'il était sorti le 19 juillet, soit depuis 5 jours.

Le procureur aurait requis un an de prison ferme, mais le juge ne lui attribua que six mois, grâce à l'avocat qui aurait fait valoir que son client, drogué et alcoolique, aurait plus besoin d'être soigné qu'emprisonné.

Quelle chance pour la France !

LA MISÈRE QUI GUETTE

de J.-Ph. L. 17520 St-Ciers-Champagne

Je vous envoie la somme de 100 F, pour vous soutenir dans votre souscription.

Je vous félicite pour votre journal, auquel je suis abonné et dont je "dévore" les pages tous les jeudis après le passage du facteur.

Je suis jeune agriculteur et malheureusement, la misère nous guette. La droite nationaliste et populaire reste le seul espoir et la seule alternative à la politique suicidaire que nous subissons jour après jour...

Le Pen, vite !

DÉFENSE DES FRANÇAIS

de Mme M. C. 83210 La Farlède

Abonnés depuis des années à *NH*, nous l'attendons chaque semaine avec impatience tant sa lecture nous réconforte !

Je relève, dans le n° 366, votre article très pertinent sur "l'aumône pour la femme".

Remplissant les conditions que vous mentionnez (j'ai élevé trois enfants), je me suis informée auprès des services intéressés : Sécurité sociale, Mutuelle des collectivités locales, etc. (mon époux, employé de mairie, a cotisé 170 trimestres).

Personne n'est au courant de cette loi ! Y a-t-il un sésame particulier qui permet à certains d'en bénéficier ? C'est ce que je crois comprendre !

Peut-être avez-vous un conseil à me donner ? D'avance, merci. Merci à toute l'équipe et bravo pour son courage. Persévérez. Nous vous suivons, de plus en en plus nombreux !

(Transmis à R. Trigal)



Sports : la guerre des chaînes

Comme l'année scolaire, à la télévision l'année commence à la fin de l'été et finit au début de l'été suivant. Août est donc le mois des bilans et celui que nous pouvons faire, aujourd'hui, en considérant les douze mois qui viennent de s'écouler, tient en une phrase : 90-91 aura été marqué par le formidable essor du sport à la télé.

Partout on a battu des records d'audience. En tennis, lors de Roland Garros, sur *A2-FR3*. En cyclisme, lors du dernier Tour, toujours sur *A2*. En boxe, sur *TF1* et *Canal +*. En sport automobile, sur *La 5*, ce qui empêche *TF1* de dormir. En football surtout, sur *TF1* et *Canal +* aussi, où avec la Coupe du monde des nations et la finale de la Coupe d'Europe des clubs, *OM-Belgrade*, à Bari, l'audimat a explosé !

Dans ces conditions la concurrence, hier sévère mais de bonne compagnie, est devenue féroce, au couteau de tranchées, à la mort.

TF1, par exemple, ne supporte pas l'affront que Jean-Marie Balestre, président de la FIFA, lui a fait, en lui enlevant les retransmissions des Grands Prix automobiles, pour les donner à *La 5*. La chaîne de M. Bouygues veut se venger. Des équipes d'enquêtes cherchent pour elle des documents sur le passé de Balestre. Celui-ci, on le sait, avait été sous l'Occupation, un des fondateurs de la Waffen SS française (après avoir appartenu à la LICA). Mais il fut acquitté et même décoré de la Légion d'honneur. Il n'était entré dans la SS que pour tuer Hitler, lequel las d'attendre, finit par se suicider dans son bunker. *TF1* gratte pour savoir ce qu'il y a de vrai ou de bidon dans cette histoire.

En même temps, elle veut arracher le Tour de France à *Antenne 2*, en offrant aux organisateurs trois ou quatre fois ce que leur verse M. Bourges, le PDG des chaînes publiques. Ç'est tentant. Sauf pour les téléspectateurs. Remplacer Chapatte par Thierry Rolland : où serait le plaisir ?

En football aussi la bataille est ardente et noire. *Canal +* et *TF1* ont obtenu de la Fédération et de la Ligue l'exclusivité des matchs du Championnat, de la Coupe, des Compétitions européennes et de l'Equipe de France. Leur hégémonie est telle qu'elles peuvent interdire, sur d'autres chaînes, la retransmission de matchs étrangers, même s'il n'y a pas concurrence.

La 5 et surtout *Antenne 2* contestent ce monopole. L'affrontement a pris un tour furieux pour le match du 4 septembre *Tchécoslovaquie-France*. *A2* aurait acquis les droits de télé-reportage d'une société du Liechenstein (!). Bourges serait décidé cette fois à aller jusqu'au clash. Il aurait le feu vert et l'appui de l'Elysée (qui trouve *TF1*-PPDA acquis à l'opposition parlementaire) et le soutien de Matignon (qui n'a pas digéré le *Bébête Show*).

Le profit et le prestige d'un côté. Le calcul et le dépit de l'autre. On est loin des intérêts du sport et des téléspectateurs. Mais il y a de l'électricité dans l'air.

M. C.

JEUDI 8

A2 - FR3

- **La Planète miracle** *(A2, 20 h 45)*
- Ou : **Pas de lauriers...** *(FR3, 20 h 45)*
- **Une femme libre** *(A2, 21 h 35)*
- Ou : **Spencer Tracy** *(FR3, 23 h 15)*

• Je suis certainement marginale et peu sensible à ce qui ravit le "grand" public. C'est pourquoi je comprends mal l'audience écrasante de TF1, dont les programmes, tranche horaire par tranche horaire, me paraissent généralement inférieurs à ceux des autres chaînes ; certainement pas supérieurs en tous les cas. Ce soir, par exemple, vous pouvez fort bien passer la soirée toute entière, à votre guise, sur A2 ou FR3, sans en changer.

Sur A2, on commence par le sixième épisode de la **Planète miracle**, *L'Invasion des glaciers*, où l'on nous raconte qu'il y a 20 000 ans, à New York, les Blacks étaient moins échauffés qu'aujourd'hui. Toute la contrée se trouvait sous 300 pieds de glace. La banquise, comme au Groenland ! On a beau dire, ça refroidit les sentiments. On n'a jamais vu les Esquimaux sauter sur les touristes en leur ordonnant d'enlever le bas.

A entendre les spécialistes, cette glaciation pourrait revenir, vers l'an 4000. On a le temps de s'y préparer et de se tricoter des passe-montagnes. Tout permet d'ailleurs de penser que dans 2000 ans rien ne nous fera plus ni chaud ni froid, et probablement avant.

Toujours sur Antenne 2, vous pouvez suivre, avec un film américain de Paul Mazursky : **Une femme libre**. Après seize ans de mariage, Erica est abandonnée par son mari. Elle en éprouve un grand tourment, une blessure, une détestation des hommes et une répulsion des choses de l'amour. Cette névrose grandit au point de chasser sa fille parce qu'elle flirte. Jusqu'au jour où elle rencontre un barbu. Il va réparer le mal de l'autre. Il se prénomme Saul. On l'aurait parié. Saul est le nom du premier roi d'Israël. Nous n'en sortirons pas.

Sur FR3, c'est par le film que la soirée débute. Un film américain, *of course* : **Pas de lauriers pour les tueurs**, avec Paul Newman, Edward G. Robinson, mais aussi Gérard Oury (la famille est internationale) et Sacha Pitoëff. L'action se passe à Stockholm où un prix Nobel de littérature affronte les espions du KGB pour arracher de leurs griffes un savant physicien qu'ils veulent entraîner en Union Soviétique. Ces imbéciles n'avaient qu'à attendre Gorbatchev. Bush leur aurait offert le savant avec son labo et le mode d'emploi.

Ce film qui dure 2 h 10 ne casse pas trois pattes à un canard, mais il permet d'attendre le portrait de **Spencer Tracy**, le grand comédien



Spencer Tracy

US (depuis *Up the River* de Ford jusqu'au *Vieil Homme et la mer*, en passant par *Capitaine courageux* et *Dr Jekyll*). L'entreprise pourrait être banale. Elle ne l'est pas car ce portrait est dessiné par celle qui fut le grand amour de sa vie et qui est, également, une comédienne de très grand talent : Katharine Hepburn.

Remarquons incidemment que sur les deux chaînes d'Etat la production française brille par son absence.

VENDREDI 9

OM - PSG

- **Foot-ball** *(Canal +, 20 h 30)*
- **Adorable menteuse** *(A2, 22 h 50)*

• L'attraction de ce début du **Championnat**. En direct de Marseille, *OM - Paris SG*, le choc des clubs milliardaires. Réservé aux abonnés de *Canal +*, la chaîne à péage, qui, grâce aux privilèges accordés par le président Mitterrand, et à la contribution généreuse de M. Chirac, maire de Paris, a pu acheter le PSG.

Ce match est curieux pour plusieurs raisons.

1) *Canal +* assure le télé-reportage d'un match où joue **son** club.

2) Le PSG n'a pu constituer sa nouvelle équipe qu'avec la complicité de Tapie qui a échangé trois de ses meilleurs joueurs (Germain, Pardo, Fournier) contre le "Parisien" Angloma. Et la semaine der-

... de Mathilde Cruz

nière circulait une rumeur qui annonçait un quatrième "Marseillais" à Paris : Chris Waddle. (Il aurait cessé de plaire au président marseillais.)

3) Alors que d'excellents entraîneurs français sont au chômage (Aimé Jacquet, Robert Herbin, Michel Hidalgo, Henri Michel, Peyroche, Gili, tous possesseurs de palmarès impressionnants), l'Olympique de Marseille a recruté le Yougoslave Ivic qui, après deux ans, avait laissé le PSG sans public ; et le PSG a engagé le Portugais Artur Jorge qui, malgré les cinq sous de Lagardère (en vérité des dizaines et des dizaines de millions), fit descendre en deuxième division le Matra Racing !

4) Ces remarques faites, il est dommage que ce match vienne si tôt en saison, car ces deux super-formations, victimes de luxe du football show-biz, ne sont pas encore à leur *top-niveau*, comme dirait Kovacs, l'ex-entraîneur roumain de l'équipe de France.

• **Adorable menteuse**. Mythe de charme, Marina Vlady aime séduire les hommes en racontant n'importe quoi. L'important pour elle ce n'est pas l'amour mais les jeux de l'amour. Jusqu'au jour où elle rencontre Michel Vitold... Sur un marivaudage de Nina Companeez, Michel Deville a construit cette comédies à facettes, en trompe-l'œil et trompe-cœurs. Très réussi. Avec, en outre : Macha Méril, Jean-Marc Bory, Claude Nicot, Michael Lonsdale. Une jolie fin de soirée.

SAMEDI 10

Le ciel en direct

- **Rires**
- **La Main de l'assassin** *(A2, 20 h 45)*
- **La Nuit des étoiles filantes** *(A2, 22 h 15)*

• Depuis quelques semaines, quelques mois peut-être — tout va si vite dans notre République des Pieds-Nickelés, donc de Filochard — les émissions comiques, ou prétendues telles, pullulent. On mêle les anciens (Fernand Reynaud, Francis Blanche, Pierre Dac) et les nouveaux (Smain, Boujenah) ; les grands (Devos) et les petits (Bedos) ; les hommes et les femmes. Coluche est de toutes ces fiestas. On voit et revoit Bourvil (L'eau ferrugineuse). Moins souvent, hélas, Poiret et Serrault, les maîtres.

C'est une idée comme une autre.

Ce qui est exaspérant, c'est l'exploitation jusqu'à la corde du filon, sur toutes les chaînes, avec une obstination que rien ne rebute, ni les emprunts, ni les plagiats, ni les répétitions, et l'utilisation systématique des rires enregistrés, ces rires en conserve qui servent à indiquer au téléspectateur où il doit s'esclaffer et à le garder de bonne humeur. Ça me rend enragée.

• **La Main de l'assassin**. Film TV. Un nouvel épisode de la lutte du Mal et du Bien, des Ténèbres et de la Lumière, bref du sinistre professeur Moriarty et de Sherlock Holmes. Alors qu'on s'apprêtait à le prendre, Moriarty s'est escamoté. Etrange coïncidence : au Diogène's Club, des documents ultra-secrets, appartenant à l'Intelligence Service sont dérobés. Heureusement Sherlock Holmes est là... Avec le Dr Watson, grâce auquel nous connaîtrons l'affaire dans tous les détails.

• Sous la haute direction d'Hubert Reeves, avec la participation de nombreux savants et astronomes : c'est la **Nuit des étoiles filantes**. En direct, dans une centaine de postes d'observation, nous serons à l'affût du grand ciel d'été et du mystère du Cosmos.

DIMANCHE 11

L'amour

- **L'année prochaine...** *(TF1, 20 h 40)*
- **Edith et Marcel** *(TF1, 22 h 25)*
- **Les Adolescentes** *(FR3, 22 h 40)*

• Thierry Lhermitte et Isabelle Adjani vivent ensemble. Pour éviter que leurs parents découvrent ce ménage sans mariage, Thierry va vivre chez des copains. Leurs rapports se détériorent. Isabelle voudrait un bébé. Thierry : bof ! Comme l'enfant viendra sans leur autorisation et qu'ils ne le passent pas à la tronçonneuse, tout s'arrangera. C'est la trame légère, légère, de **L'année prochaine, si tout va bien**, comédie de mœurs contemporaines de Jean-Louis Hubert. Gentillet.

• **Edith et Marcel**. Film de Claude Lelouch sur les amours de Cerdan et de Piaf. Fils de pieds-noirs d'Oranie d'origine espagnole, Marcel Cerdan naquit à Sidi Bel Abbès, puis émigra à Casablanca (en 22), où son père s'était établi comme boucher. Meilleur boxeur français de l'immédiate avant-guerre et des premières années de la paix, il avait épousé en 1943 Marinette Lopez, une petite brunette de 18 ans. Elle lui donna deux enfants. C'étaient des gens simples et heureux... Jusqu'au jour de 1946 où Cerdan rencontra Piaf. Et ce fut l'Amérique, la pression, le championnat du monde et la mort. Avec Marcel Cerdan junior dans le rôle de son père, Evelyne Bouix dans celui de Piaf et Jean Bouise qui incarne l'entraîneur Lucien Roupp.

• **Les Adolescentes**, film italien d'Alberto Lattuada. Avec Catherine Spaak et Christian Marquand. Quand les petites filles se mettent à flirter dans la cour des grands.

LUNDI 12

Renard

- **Un jour, un mur** *(M6, 20 h 35)*
- **Le Plaisir de rompre** *(A2, 22 h 20)*

• Le personnage principal d'**Un jour, un mur**, film américain de Desmond Davis est le mur de Berlin. On l'a oublié, maintenant que Gorby est devenu l'allié privilégié des Etats-Unis. Mais il a compté. Et beaucoup... Un Américain aide les Allemands à le franchir en espérant retouver Anna, une jeune Allemande de l'Est qu'il avait aimée, jadis. Un film qui sort un peu des scénarios battus et qui mêle la tragédie de notre temps aux saisons heureuses des amours partagées.

• **Le Plaisir de rompre**. Ou la fin d'une liaison. Un acte de Jules Renard. Blanche et Maurice, son amant, plus jeune qu'elle et qu'elle a formé sentimentalement et sexuellement, ont décidé de se quitter. Ils veulent se ranger, chacun de son côté, en épousant des "partis". Ils se disent adieu, évoquent le passé. C'est tendre, ému, cruel. Il y a du loup chez ce Renard.

Admirablement joué par Anny Duperey et Bernard Giraudeau. Ils ne disent pas les mots qui sont derrière les mots, mais nous les entendons. La pièce fut créée en 1897 par Jeanne Granier qui était une grande chanteuse de l'époque. Dans son Journal, Jules Renard raconte ainsi l'entrevue qu'il eut avec elle :

« 6 février. Granier. *Le Plaisir de rompre.* L'air d'un garçon rasé, frisé et roux. Une grave voix enrhumée.

— Moi, dit-elle, je ne suis pas une comédienne. Je joue comme ça.

Depuis *Amants*, elle n'avait jamais rien lu comme *Le Plaisir de rompre.* C'est exquis, mais le public le comprendra-t-il ? Je dresse l'oreille.

— Oh ! dis-je, il commence un peu à s'habituer à ma manière.

— Dès que j'ai lu votre pièce, me dit-elle, j'ai pensé : "Il faut que cet homme-là me fasse trois actes. C'est mon homme à moi."

Aussitôt qu'elle ouvre la bouche, je lui dis :

— Comme vous être intelligente ! Je suis heureux de votre intelligence et de votre charme.

Moi parti, elle dira : « Il est rigolo, ce type-là ! »

MARDI 13

Télé-manège

- Rediffusions au choix

• Privée ou publique, c'est télé-manège. Ça passe et ça repasse... Sur *TF1* : **Un éléphant, ça trompe énormément**, d'Yves Robert *(20 h 50)*, les amours de trois mousquetaires qui sont quatre : Jean Rochefort, le cavaleur ; Claude Brasseur, le pédalo, Victor Lanoux, dragueur, rouleur et cocu ; Guy Bedos, le pied-noir, sa mamma et la dévoreuse. Amusant, mais vu trois fois.



Anny Duperey lundi dans Le plaisir de rompre, mardi dans Un éléphant...

• Sur *Antenne 2 (20 h 45 et 22 h35)* :

1) **Soleil rouge**, l'Arizona, le sabre du Mikado, les bandits, les samouraïs, Bronson, Delon, Toshiro Mifune, Ursula Andress, Capucine, bien, mais vu quatre fois, dont une fois en 88, une fois en 89, une fois en 90.

2) **La Vie de château** de Rappeneau *(Zazie dans le métro)*. En Normandie, en 1944, avec Pierre Brasseur, Catherine Deneuve, Mary Marquet, Philippe Noiret. Dialogues de Daniel Boulanger. Allègre, mais vu quatre fois.

• Sur *FR3 (20 h 45)* : **La Vieille Dame et l'Africain**. Avec Danielle Darrieux et Maka Kotto. Vu qu'une fois mais ça suffit.

Moralité : même quand on a la mémoire qui flanche, ça finit par faire beaucoup.

MERCREDI 14

Foot

- Pologne-France (TF1, 20 h 40)

• En différé de Poznan et pour préparer la rencontre Tchécoslovaquie-France (4 septembre, à Bratislava, match comptant pour la qualification européenne). La composition de l'équipe de France devrait être voisine de celle-ci :

Martini — Amoros, Boli, Laurent Blanc, Casoni, Durand — Angloma, Sauzee, Perez — Papin, Cantona. Soit sept Marseillais, un Auxerrois, un Napolitain (Blanc), un Parisien et un Nîmois. Mais peut-être que Platini nous réserve des surprises.

Mathilde Cruz

LE SOUVERAIN A ABATTRE

« Monsieur le Président, les problèmes de votre pays, la France, viennent pour beaucoup du fait que vous n'enseignez plus l'Histoire ».

C'était à Rabat. En décembre 1990. Sa Majesté **Hassan II** recevait le président **Jean-Marie Le Pen** au Palais Royal. Le souverain chérifien précisait d'ailleurs avec un large sourire, qu'au sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990, **François Mitterrand** lui avait demandé de ne pas recevoir Jean-Marie Le Pen...

C'est déjà un avantage des monarchies. Elles peuvent ne pas obéir aux patrons des nomenklaturas et, quand elles sont de droit divin, elles peuvent ramener les Dieux figés des Elysées empesés à leur rang d'époux de la Morganatique. C'est déjà une leçon.

Il en a donné beaucoup, le roi Hassan II, sur le plateau de *TF 1*, il y a deux semaines.

Des leçons d'Histoire. De Droit constitutionnel et international. De politique. De vocabulaire. D'ironie et de bon sens. De paysan du Sous près d'Agadir. Ou d'habitué du Sahara marocain. Entre Alaouïn et Dakla. Là où s'édifie un Etat moderne. Avec des ports, des routes, des lycées, des hôpitaux, des antennes paraboliques et des palais des congrès.

La "voie Latché"

L'Histoire, ancienne et contemporaine, c'est fou ce qu'elle est ignorée par nos dirigeants, nos journalistes, nos grandes âmes de la "voie Latché", la galaxie du privilège.

Il faut ne rien savoir de l'Afrique et, curieusement pour nos gauchos dorés, ignorer le B.A.-B.A. du marxisme pour vouloir plaquer, sur une infrastructure économique et sociologique différente de l'Europe occidentale, une superstructure démocratique. Le multipartisme appliqué à la réalité sociale africaine, faite de tribus, bonjour le roi Ubu...

L'histoire est, à cet égard, pleine d'enseignements hilarants. Les VRP en modernité, représentants en progrès et marchands d'idées, pour mettre le Maroc au standard des ghettos de la démocratie américaine et des fausses factures de la moralité nuccienne, urba-grachéenne, angoulémienne, sinon élyséenne, se doivent de la connaître.

Ainsi, il y a plus de vingt ans, le professeur **Maurice Duverger**, qui n'a pu entrer au Conseil constitutionnel, coupable peut-être d'avoir écrit dans sa jeunesse un article difficile à faire avaler par le Président actuel du conseil, rédigeait une préface pour un livre sur le Maroc. Ce livre, tiré d'une thèse de sciences politiques, expliquait que le trône marocain reposait sur les paysans, bornés comme il se doit. Réfractaires à tout. Et n'étant, bien sûr, dignes ni du prolétariat, ni de l'avant-garde avancée qui souffre dans des tranchées de caviar, sur le front de la place des Vosges, au coude à coude avec les **Bergé**, **Minc**, **Peyrelevade**, **Albert** et autres fils d'ouvriers maçons, élevés dans l'éloge de la pelle et du marteau. L'une pour ramasser les avantages, et l'autre pour clouer au pilori ceux qui oseraient dénoncer l'état de fait ainsi créé.



par JEAN-CLAUDE **MARTINEZ** (Député européen)

Dans la préface de ce livre, Maurice Duverger expliquait doctement à Hassan II qu'il n'avait rien compris. Qu'il ne savait pas moderniser son pays. Et que, faute de le faire, il allait, comme diraient la **Cresson** et le **Juppé**, tout simplement se planter. Alors que, dans le monde, il y avait un roi intelligent. Qui, lui, avait compris. Qui avait su s'adapter au progrès. Et qui, ce faisant, allait durer. Pendant que le roi du Maroc disparaîtrait.

Savez-vous quel était ce roi modèle, vu par un intellectuel socialiste de Paris ? Le Chah d'Iran. On connaît la suite. Faut-il la rappeler ? Il est mort. Son pays a connu **Khomeiny**. Les femmes y vivent heureuses, en strings signés de YSL et Bergé, les prisons sont sympas, il n'y a pas des bataillons de culs-de-jatte dans la rue, faute de guerres pour les avoir faits, les voleurs se servent à pleines mains puisque la Charia est laxiste et si elle vient à couper, c'est peut-être au niveau des oreilles, mais jamais au niveau des poignets. Enfin bref, c'est le paradis. Un vrai conte de Perrault.

Mais pourquoi cette haine à l'égard du Maroc ? Cet acharnement médiatique depuis des mois ?

Chacun comprend bien que la cause n'est pas la défense des droits de l'homme. On n'est pas crédible à s'occuper de **Ben Barka** ou **Diouri**, quand on a si peu dit sur le risque couru par **Boulin** en buvant l'eau d'un étang peut-être pollué. Sans parler du mal que s'est fait le prince **de Broglie**, en tombant sur le trottoir, poussé par la reine Pédauque. Et j'oublie ce vieux monsieur **Pelat**, dont personne n'a compati à la fulgurante douleur de poitrine, l'angor, survenue dans un des plus efficaces services de cardiologie, juste au moment où il sortait guéri. Quant à **Gaston Defferre**, toute comparaison avec le piolet de **Trotski** n'est venue à l'idée d'aucun de nos soupçonneux pigistes. Motus ! Ils ne savent, pour la plupart, ni qui est Trotski, ni ce que vient faire ici un piolet, dont ils pensent après des années d'école socialiste, à 20 % d'illettrés, que c'est le diminutif d'une petite "piaule".

Les mobiles de la haine

Mais alors pourquoi ? Pourquoi même la **Danielle** s'y met. Et pourquoi le réseau, sans arrêt, en remet ? Les télés. La Une du *Monde*. **Serfaty** transformé en Messie, depuis que **Mandela** est sorti du Top 50 d'Amnesty. Les livres aussi. Les tournées dans les facs... Et vas-y que je te gave ! Au 20 heures et au 13 heures.

C'est le grand jeu de Timisoara. Presque les tirages de Carpentras. Et comme il faut parler aux imaginations et aux cœurs, on nous a sorti aussi le bagne. Histoire de renvoyer à **Papillon** et à **Jean Valjean**.

C'est l'image suprême. Comme le cormoran de la guerre du Golfe, dans sa marée noire.

Quelle campagne, mes seigneurs ! La totale médiatique. La traque. La chasse où accourent agités du cathodique, excités de la dépêche, anciens des barricades et shootés aux œstrogènes. Tous s'imaginent sans doute, après des naturalisations par milliers, qu'ils vont aussi réussir à naturaliser le dernier lion de l'Atlas.

Why ? Pourquoi ?

La réponse est dans J.F.K. Ce qui ne veut pas dire **John Fitzgerald Kennedy**, mais **Jean-François Kahn**. A un haut responsable marocain, qui lui posait la question « Pourquoi attaquez-vous ainsi le Maroc ? », Jean-François, le penseur somatotropiné, répondait : « Parce que les prises de position du roi, contre le droit de vote aux immigrés, nous créent un dommage politique ».

C'est l'aveu. Il ne s'agit pas de préserver les droits de l'homme au Maroc, mais les privilèges de la caste de Solutré en France. Pour ce faire, il faut, à chaque fois, gagner les élections. Or, les électeurs s'en allant, bientôt, ce ne sera plus possible. Sauf à les importer. Et c'est le rôle des électeurs immigrés. Mais si le roi du Maroc lui-même ne veut pas que ses compatriotes aillent voter, jamais **Fafa** n'accèdera à l'Elysée. Tout le système va s'effondrer. Et, en plus, les anciens instits devenus députés vont devoir retourner en classe.

L'enfer en somme, pour les marquis de la social-démocratie. D'où la nécessité de se refabriquer une majorité. Avec le vote immigré.

Or, Hassan II y étant opposé, la solution, c'est de le déposer.

D'autant qu'à y réfléchir, il est un des rares chef d'Etat enracinés. Et c'est bien là l'inacceptable. La secte mondialiste a beau être Benetton, elle rejette la couleur dès qu'elle est locale.

Dans la République planétaire en cours d'édification, il ne doit y avoir que des ilotes, sans origine et sans destination, sans passé et sans futur, circulant librement pour aller nulle part. Puisque ailleurs ne diffèrera plus d'ici.

A la poursuite de cet objectif, Jean-Marie Le Pen, assis sur le granit d'Armorique, ou Hassan II, taillé au vent ocre du désert ou du pied des massifs d'Ifrane ou d'Immouzer, sont des dinosaures politiques qui empêchent la réalisation du PLAN.

Pour cette unique raison, le cerveau de la pieuvre a décidé de les éliminer.

J.-C. M.